

Accords collectifs nationaux

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Régime de prévoyance (ouvriers, ETAM, cadres)

Avenant n° 30 du 19 décembre 2019

à l'accord collectif du 1^{er} octobre 2001
relatif à l'institution d'un régime de prévoyance

NOR : ASET2150989M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CAPEB ;

FNTP ;

FFB ;

FFIE ;

SCOP BTP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

BATIMAT-TP CFTC ;

CFDT FNCB ;

CFE-CGC BTP ;

FG FO construction,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Titre I^{er} Statuts de BTP-Prévoyance

Les modifications suivantes sont apportées aux statuts de BTP-Prévoyance :

I. L'alinéa suivant du sous-article 13.1 « Conditions générales :

« Les administrateurs doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation. »

est remplacé par :

« Les administrateurs doivent être âgés de moins de 75 ans. Tout administrateur qui atteint cet âge est réputé démissionnaire d'office.

Le président et le vice-président ne peuvent être âgés de plus de 75 ans. Lorsque le président ou le vice-président atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. »

II. Le paragraphe suivant de l'article 13.4 « Cumul de mandats » :

« Une même personne ne peut appartenir simultanément à plus de trois (3) conseils d'administration d'institution de prévoyance ou d'unions d'institutions de prévoyance. »

est remplacé par :

« Une même personne ne peut appartenir simultanément à plus de quatre (4) conseils d'administration d'institution de prévoyance ou d'unions d'institutions de prévoyance. Nul ne peut exercer simultanément plus de trois (3) mandats de président ou de vice-président du conseil d'administration d'une institution de prévoyance ou d'unions d'institutions de prévoyance. »

III. Le contenu de l'article 15 « Présidence paritaire. Réunions. Délibérations » est intégralement modifié comme suit :

« Article 15 | *Présidence paritaire. Réunions. Délibérations*

15.1. Présidence et secrétariat paritaires

Le conseil d'administration élit en son sein, tous les deux (2) ans, à l'issue de la commission paritaire statuant sur les comptes, un président, un vice-président, un secrétaire, et un secrétaire adjoint. Il peut mettre fin à tout moment à leurs fonctions.

Le président et le vice-président doivent obligatoirement relever de collèges différents. Ainsi, ils sont choisis alternativement l'un parmi les représentants des membres adhérents et l'autre parmi ceux des membres participants.

Il en est de même pour le secrétaire et le secrétaire adjoint.

Les modalités de prise de parole publique du président et du vice-président doivent respecter le principe du paritarisme lorsqu'ils s'expriment au nom du conseil d'administration.

Le président ou à défaut le vice-président :

- représente l'institution dans tous les actes de la vie civile ;
- convoque le conseil d'administration et fixe l'ordre du jour ;
- organise et dirige les travaux du conseil d'administration et rend compte à la commission paritaire ;
- veille au bon fonctionnement des organes de l'institution et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leurs missions ;
- donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions devant être autorisées dans un délai d'un (1) mois à compter de leur conclusion.

Le président du conseil d'administration, ou à défaut le vice-président du conseil d'administration, ou le directeur général communique à chaque administrateur tous les documents et informations écrites nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Cette communication peut se faire par tous moyens de diffusion appropriés.

15.2. Convocation

Le conseil se réunit sur convocation de son président ou à défaut de son vice-président, à titre ordinaire au moins quatre (4) fois par an et, à titre exceptionnel à tout moment si le président le juge opportun.

Lorsque le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de quatre (4) mois, le tiers des administrateurs peut convoquer le conseil en indiquant l'ordre du jour.

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration exceptionnel sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont adressées par lettre simple ou courrier électronique aux administrateurs au moins sept (7) jours avant la date de la réunion du conseil d'administra-

tion. Lorsque le conseil est réuni à titre exceptionnel, les convocations doivent être adressées aux administrateurs au moins quarante-huit (48) heures avant la tenue dudit conseil.

Les convocations mentionnent l'ordre du jour qui est fixé par l'auteur de la convocation.

15.3. Délibération

Le conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Sauf pour l'arrêté des comptes annuels, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. La mise en œuvre de ces dispositions est réservée aux situations où des prises de décision sont urgentes et ne peuvent être différées.

L'administrateur d'un collège déterminé ne peut disposer au cours d'une même séance que d'une procuration donnée par un administrateur appartenant au même collège.

Les procès-verbaux des séances du conseil, quelle que soit la forme des réunions, sont consignés sur un registre de séances signé par le président et le vice-président.

En cas d'empêchement du président, le vice-président présidant le conseil d'administration, le procès-verbal est revêtu de la signature de ce dernier et de celle d'un administrateur appartenant à un autre collège.

Les copies ou extrait de procès-verbaux sont valablement certifiés par le président, le vice-président ou, en cas d'empêchement, par tout administrateur.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration. »

IV. Le texte de l'article 17 « Commissions » est intégralement modifié comme suit :

« Article 17 | *Commissions*

Le conseil d'administration nomme en son sein toutes commissions et/ou comités requis par la loi ou la réglementation ou qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de l'institution.

Le conseil d'administration désigne également parmi ses membres titulaires et suppléants, deux commissions par nature d'activité : une commission prévoyance et une commission santé. Ces commissions sont chargées de proposer au conseil d'administration, dans les domaines de leur compétence, les choix par catégorie en matière :

- de politique tarifaire ;
- d'action sociale ;
- de propositions d'évolution réglementaire.

Les documents d'application des règlements seront validés par la commission concernée.

Les commissions sont paritaires et exercent leur activité sous la responsabilité du conseil d'administration qui ne peut en aucun cas leur déléguer ses pouvoirs. »

V. L'intitulé et le texte de l'article 18 « Bureau » sont supprimés et intégralement remplacés par l'article 18 « Comité d'audit et des risques » ainsi rédigé :

« Article 18 | *Comité d'audit et des risques*

Le conseil d'administration constitue en son sein, un comité spécialisé, dénommé comité d'audit et des risques. Ce comité est composé de 10 administrateurs (à raison

de 5 administrateurs représentant le collège des adhérents et de 5 administrateurs représentant le collège des participants) et de 2 membres au plus qui ne font pas partie du conseil d'administration mais qui sont désignés par lui à raison de leurs compétences particulières, notamment en matière financière, comptable ou de contrôle légal des comptes.

Les membres de ce comité sont désignés tous les 4 ans, à chaque renouvellement du conseil d'administration. Le comité désigne en son sein son président, avec alternance paritaire tous les deux ans.

Ce comité est chargé des missions définies par la loi et la réglementation, notamment :

- le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne sur le champ des procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ;
- le suivi de la réalisation de leur mission par les commissaires aux comptes, et le respect des conditions de leur indépendance ;
- l'émission d'une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par la commission paritaire.

Le bilan et le compte de résultats de l'institution sont présentés chaque année dans un document spécifique par nature d'activité et dans un document spécifique par catégorie (ouvriers, ETAM, cadres, tous collèges).

Il rend compte régulièrement de ses travaux au conseil d'administration.

VI. Le premier paragraphe de l'article 29 « Commissaires aux comptes » est modifié comme suit :

« Après avoir entendu la recommandation du comité d'audit et des risques, la commission paritaire désigne pour une durée de six (6) exercices deux commissaires aux comptes, afin qu'ils effectuent le contrôle et la certification des comptes de l'institution. »

Titre II Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » :

I. Le troisième paragraphe de l'article 2 « Adhésion des entreprises » est modifié comme suit :

« Pour les entreprises qui formulent leur demande d'adhésion plus de 12 mois après l'embauche de leur premier salarié ouvrier, l'adhésion au présent règlement est conditionnée au respect des dispositions de l'article 27.4 du présent règlement. »

II. Le texte du sous-article 4.3 « Taux » est intégralement modifié comme suit :

« 4.3. Taux »

La cotisation appelée pour assurer le financement des garanties instituées par l'accord collectif national du 31 juillet 1968 est de 2,59 %. Elle est composée :

- d'une partie dénommée base au taux de 2,29 % (dont 0,59 % au titre de l'indemnité de fin de carrière et 0,20 % au titre du fonds d'action sociale) ;
- d'une partie dénommée surbase obligatoire au taux de 0,30 %.

L'employeur consacre au financement des garanties couvertes par le présent règlement une cotisation dont le taux est de 1,72 % de la rémunération, soit :

- au titre de la base : une cotisation de 1,54 % dont 0,59 % au titre de l'indemnité de fin de carrière et 0,12 % au titre du fonds d'action sociale ;
- au titre de la surbase obligatoire : une cotisation de 0,18 %.

Une part de la cotisation base à la charge exclusive de l'employeur (0,01 %) est destinée au financement des garanties définies à l'article 20.1 *b* du présent règlement.

RNPO	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Base :	2,29 %	1,54 %
Dont au titre :	1,49 %	0,82 %
– des garanties en cas de décès	0,55 %	0,33 %
– des indemnités journalières > 90 jours	0,46 %	0,23 %
– des rentes d'invalidité	0,40 %	0,22 %
– des forfaits parentalité et accouchement	0,06 %	0,03 %
– de l'hospitalisation chirurgicale	0,02 %	0,01 %
Dont au titre des indemnités de fin de carrière :	0,59 %	0,59 %
Dont au titre du fonds d'action sociale :	0,20 %	0,12 %
Dont au titre des indemnités journalières < 90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01 %	0,01 %
Surbase obligatoire	0,30 %	0,18 %
Dont au titre :		
– des garanties en cas de décès	0,07 %	0,042 %
– des indemnités journalières > 90 jours	0,14 %	0,084 %
– des rentes d'invalidité	0,09 %	0,054 %
Total	2,59 %	1,72 %

III. Le texte du sous-article 4.4 « Exigibilité des cotisations » est intégralement modifié comme suit :

« 4.4. Exigibilité des cotisations

La fraction de la cotisation à charge du salarié est précomptée sur chaque rémunération et versée à BTP-Prévoyance :

- par la caisse congés intempéries BTP, concernant les indemnités de congés qu'elle verse directement à l'ouvrier, si l'entreprise relève du mode direct ;
- par l'entreprise, pour tous les autres éléments de rémunération (y compris les indemnités de congés payés versées par une caisse congés intempéries BTP, si l'entreprise relève du mode déclaratif),

en tant que mandataires responsables du versement des cotisations auprès de BTP-Prévoyance.

Les cotisations sont exigibles mensuellement. Par exception, pour les entreprises dont les cotisations de retraite complémentaire AGIRC-ARRCO sont exigibles trimestriellement, la même périodicité s'applique pour les cotisations du présent règlement.

La date limite de paiement des cotisations est fixée au 25 du mois suivant la période mensuelle ou trimestrielle à laquelle elle se réfère. »

IV. Le texte du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est intégralement modifié comme suit :

« 5.1.a. Résiliation à l'initiative de l'entreprise »

Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :

- signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation ;
- s'assurer du respect de ses obligations nées de l'accord collectif national du 31 juillet 1968 et ses avenants.

La résiliation à l'initiative de l'entreprise prend effet à la fin de l'exercice civil, sous réserve d'avoir été signifiée à l'institution au moins deux mois auparavant.

Par exception, la résiliation prend effet au plus tard le dernier jour du trimestre civil suivant la date de réception de la demande écrite si l'entreprise relève d'une des situations suivantes :

- l'entreprise a changé de secteur d'activité et ne relève plus du champ du bâtiment et des Travaux publics ;
- en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire a exercé le droit dont il dispose légalement de résilier l'adhésion conformément aux dispositions du code de commerce.

À la date d'effet de la résiliation, et lorsque l'entreprise a résilié l'ensemble de ses couvertures collectives auprès de BTP-Prévoyance, l'institution informe les salariés précédemment affiliés qu'ils ne sont plus couverts par elle au titre de la prévoyance conventionnelle définie par l'accord collectif national du 31 juillet 1968. »

V. Le texte du sous-article 5.2 « Prestations en cours au terme de l'adhésion » :

« Concernant les prestations d'indemnités de fin de carrière, les conséquences du terme de l'adhésion sont définies à l'article 26.3 du présent règlement. »

est remplacé par :

« Concernant les prestations d'indemnités de fin de carrière, les conséquences du terme de l'adhésion sont définies à l'article 27.3 du présent règlement. »

VI. Il est créé un sous-article 5.3 « Indemnité de résiliation due au terme de l'adhésion » ainsi rédigé :

« 5.3. Indemnité de résiliation due au terme de l'adhésion »

Dans chacun des cas visés à l'article 5.1, l'entreprise devient automatiquement redevable auprès de BTP-Prévoyance d'une indemnité de résiliation qui représente sa quote-part dans les engagements non provisionnés du régime par application de l'article 29 V de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée.

Cette indemnité de résiliation correspond au montant des engagements non provisionnés au titre des prestations immédiates ou différées acquises ou nées avant le 2 janvier 1990, tels qu'inscrits dans l'annexe des comptes annuels de BTP-Prévoyance, et qui sont rattachables à l'entreprise à la fin de l'exercice au cours duquel la demande de résiliation a été formulée.

Toutefois, cette indemnité n'est pas exigible quand l'entreprise a souscrit un nouveau contrat ou une nouvelle convention qui prévoit la reprise intégrale des engagements relatifs à la présente convention, du fait de prestations en cours de service par BTP-Prévoyance à des anciens salariés de l'entreprise (et/ou à leurs ayants droit), si leur dernière période d'activité cotisée était rattachable à l'entreprise.

Sur demande de l'entreprise et de son nouvel organisme assureur, une contre-valeur des provisions constituées par BTP-Prévoyance est alors transférée au nouvel organisme assureur. Cette contre-valeur correspond au montant des engagements provisionnés, par application de l'article 29 V de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, dans les comptes sociaux de BTP-Prévoyance au titre du présent règlement, à la fin de l'exercice au cours duquel la demande de résiliation a été formulée, du fait de prestations en cours de service par BTP-Prévoyance à des anciens salariés de l'entreprise (et/ou à leurs ayants droit) si leur dernière période d'activité cotisée était rattachable à l'entreprise. »

VII. Le dernier alinéa de l'article 8 « Maintien et cessation des garanties » est modifié comme suit :

« Dans tous les cas, le maintien porte sur les garanties en vigueur au moment de la rupture ou de la suspension du contrat de travail (aussi longtemps que l'entreprise est adhérente au présent règlement) ou au terme de l'adhésion de l'entreprise (sans que ces garanties puissent être inférieures à celles résultant des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale). »

VIII. Les deux derniers paragraphes du sous-article 8.1 « Maintien des garanties en cas de licenciement, ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage » sont modifiés comme suit :

- « Sans limitation de durée, lorsque l'ouvrier :
- a fait l'objet d'une mesure de licenciement ou de rupture de contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage alors qu'il était en arrêt de travail, ou a été reconnu invalide par la sécurité sociale sans que le contrat de travail n'ait été rompu, et n'exerce depuis cette date aucune activité rémunérée ;
 - et bénéficie de prestations d'indemnités journalières ou de rentes d'invalidité servies au titre des articles 20 et 21 du présent règlement.

Dans tous les cas, ne font pas obstacle au maintien des garanties :

1. Les périodes (dès lors qu'elles ne dépassent pas 30 jours calendaires en cumul) :
 - de reprise temporaire d'activité ;
 - ou pour lesquelles aucun justificatif de situation n'est fourni par l'ancien ouvrier.
2. Les périodes qui correspondent aux différés d'indemnisation ou au délai de carence prévus par la convention d'assurance chômage. »

IX. Le texte du sous-article 9.1 « Délai de déclaration du droit à prestation » est intégralement modifié comme suit :

« 9.1. Délai de déclaration du droit à prestation

Toute demande de prestation doit être présentée à l'institution :

- pour les demandes de rentes d'invalidité, dans un délai de deux ans à compter de la date de notification du classement en invalidité par la sécurité sociale ;
- pour les autres prestations, dans un délai de deux ans à compter de la date du fait générateur qui y donne naissance.

Ce délai est porté à :

- cinq ans en ce qui concerne les demandes de prestations couvrant le risque incapacité de travail et le forfait parentalité/accouchement ;
- dix ans en ce qui concerne les prestations couvrant le risque décès de l'ouvrier.

Les mêmes délais s'appliquent pour la déclaration de tout élément donnant droit à majoration du montant de la prestation.

Le niveau de la prestation versée est celui en vigueur à la date du fait générateur.

À défaut de demande ou déclaration dans ces différents délais, les droits à prestation sont prescrits.

Toute déclaration à BTP-Prévoyance du décès d'un participant est assimilée à demande de toutes les prestations découlant de ce décès (capital décès, rentes en cas de décès). »

X. Le texte de l'article 12 « Base de calcul des prestations » est intégralement modifié comme suit :

« Article 12 | *Base de calcul des prestations*

Toutes les prestations prévues par le présent régime sont calculées, selon les cas, en fonction :

- soit d'une valeur en point unitaire, désignée par le symbole SR (salaire de référence). La valeur du SR est fixée à 5,80 € au 1^{er} juillet 2019 (5,70 € au 1^{er} juillet 2018). Cette valeur est revalorisée, chaque année au 1^{er} juillet, proportionnellement à l'évolution du salaire moyen annuel des ouvriers du bâtiment et des travaux publics au cours de l'année précédente ;
- soit du salaire annuel soumis à cotisations et perçu au titre de l'exercice précédant l'arrêt de travail, ou depuis l'affiliation de l'intéressé si celle-ci a eu lieu au cours de l'exercice de l'arrêt de travail. Ce salaire est appelé SB, l'exercice correspondant est appelé exercice de référence. Si l'arrêt de travail intervient suite à un changement dans la durée du travail, non justifié médicalement, la date de ce changement constitue pour le calcul de SB la date d'affiliation. Si l'arrêt de travail intervient au cours d'une activité à temps partiel, les éventuels planchers appliqués au calcul de la prestation sont réduits proportionnellement à cette activité ;
- soit du salaire annuel soumis à cotisations perçu au cours des douze mois civils précédant l'arrêt de travail, et incluant les indemnités de congés payés et la prime de vacances. Ce salaire est appelé RA. »

XI. Le troisième paragraphe du sous-article 13.1 « Revalorisation des prestations d'indemnités journalières, de rente d'invalidité, de rente en cas de décès » est modifié comme suit :

« Lors de son examen annuel, le conseil d'administration de BTP-Prévoyance tient notamment compte de la situation financière du régime et de la solvabilité de l'organisme, ainsi que :

- pour la rente viagère issue de la rente au conjoint survivant, de l'évolution de la dernière valeur du point de retraite fixée et utilisée par l'AGIRC-ARRCO ;
- pour les autres prestations, de l'évolution des prix et des salaires (en particulier pour les participants affiliés à BTP-Prévoyance) ;
- du solde disponible au sein de chacune des provisions pour participation aux excédents constituées en application de l'article 29. »

XII. L'avant-dernier alinéa du sous-article 18.5 « Rente en cas de décès de l'ouvrier suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle » est modifié comme suit :

« Cette rente sera versée pendant la période délimitée par la date de décès de l'ouvrier et la date à laquelle il aurait pu bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein du régime général de sécurité sociale. Les modalités visées au paragraphe 18.4 ci-dessus s'appliquent. »

XIII. Le texte du sous-article 21.3 « Date d'effet, versement et obligations déclaratives » est intégralement modifié comme suit :

« 21.3. Date d'effet, versement et obligations déclaratives »

Le point de départ de la rente est la date d'effet de la rente d'invalidité ou d'incapacité permanente versée par la sécurité sociale au titre de la catégorie d'invalidité ou du taux d'incapacité permanente ouvrant droit à une indemnisation.

L'ouvrier devra :

- pouvoir apporter la preuve qu'il a perçu des prestations en espèces de la sécurité sociale, pour la période dont il demande l'indemnisation ;
- porter à la connaissance de l'institution toute modification intervenant dans l'indemnisation de la sécurité sociale, y compris une éventuelle remise en cause de celle-ci.

Elle sera révisable éventuellement chaque mois :

- en fonction du nombre d'enfants à charge ;
- en fonction de toute modification intervenant dans l'indemnisation de la sécurité sociale.

La rente d'invalidité ou d'incapacité permanente sera supprimée :

- pour les invalidités de droit commun, à la date de fin de la pension d'invalidité versée par la sécurité sociale ;
- pour les incapacités permanentes suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle, si l'intéressé cesse de percevoir la pension de la sécurité sociale au titre de son incapacité permanente, et en tout état de cause à l'âge de fin de la pension d'invalidité de la sécurité sociale tel que prévu à l'article L. 341-15 du code de la sécurité sociale.

Il appartient à l'adhérent de signaler à BTP-Prévoyance tout changement de situation individuelle conduisant à modifier son droit à rente au titre de l'article 21 du présent règlement, notamment le changement de composition familiale et/ou l'atteinte de la date de fin du versement de la rente.

Dans ce cas, la rente cessera d'être accordée à la fin du mois au cours duquel les conditions de maintien de la rente ne sont plus réunies. »

XIV. Il est créé un article 25 « Réglementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 25 | Réglementation LCB FT »

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- pour la mise en œuvre de leur couverture, les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit doivent communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

XV. L'article 25 « Information des entreprises adhérentes et des participants » est renuméroté 26.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO.

XVI. Le paragraphe du sous-article renuméroté 26 .1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

XVII. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 26.4 « Protection des données personnelle » est modifié comme suit :

« Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance à des fins :

(i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture prévoyance ;

(ii) De réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, sms et mms) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe Pro-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;

(iii) Et avec l'accord des salariés de l'entreprise adhérente, aux fins de prospection commerciale par e-mail, sms ou mms par les entités du groupe Pro-BTP pour tous produits ou services non analogues à ceux déjà souscrits. »

XVIII. Le texte de l'article renuméroté 29 « Provisions pour participation aux excédents » est intégralement modifié ainsi :

« Article 29 | Provisions pour participation aux excédents »

Il est constitué une provision pour participation aux excédents pour la première section financière visée à l'article 28.

Le niveau d'alimentation de cette provision est décidé annuellement par le conseil d'administration. Lors de son examen annuel, le conseil d'administration tient compte :

- de la situation financière de la section ;
- des orientations qui ont été définies, le cas échéant, par les partenaires sociaux signataires de l'accord collectif national du 31 juillet 1968.

La dotation annuelle ne peut excéder le solde positif du « compte du régime » défini à l'article 30.1 (compte non tenu de la ressource visée au f de l'article et des charges visées aux e et g).

La provision pour participation aux excédents appartient à la masse indivise des entreprises adhérentes et des membres participants au régime.

L'utilisation de la provision pour participation aux excédents peut être décidée annuellement par le conseil d'administration :

- en priorité pour le financement de la revalorisation des prestations, dans le respect des dispositions de l'article 13.1 ;
- le cas échéant, pour la compensation de la revalorisation prévue à l'article 13.2, lorsque le taux minimum réglementaire est négatif.

Toute utilisation de la provision pour participation aux excédents à des fins de revalorisation doit intervenir ou dans les 8 ans de son alimentation, ou au titre des prestations nées au 31 décembre de l'exercice au titre duquel la provision pour participation aux excédents a été alimentée.

La provision pour participation aux excédents peut également être distribuée selon d'autres modalités, dans un délai de huit ans après chaque alimentation annuelle.

De telles modalités de distribution, qui relèvent d'une décision de la commission paritaire extraordinaire, peuvent prendre les formes suivantes :

- l'amélioration des garanties nées du présent règlement en faveur des participants ;
- la prise en charge d'une fraction des cotisations à charge des entreprises et des participants ;
- le financement d'aides individuelles à caractère social en faveur des participants. »

XIX. Le texte du sous-article renuméroté 30.2 « Le "compte de gestion" » est modifié comme suit :

« 30.2. Le "compte de gestion" »

Le compte de gestion est destiné à prendre en charge les dépenses de gestion engagées par l'institution dans le cadre de chaque section financière susvisée.

À cette fin, il est alimenté chaque année par un prélèvement sur les cotisations dans les conditions définies à l'article 30.1.

Il appartient à la commission paritaire ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le résultat annuel du compte de gestion de chaque section financière susvisée. »

XX. Le texte du sous-article renuméroté 32.2 est modifié comme suit :

« 32.2. En complément, le fonds d'action sociale prévoyance ouvriers peut être alimenté, sur décision annuelle de la commission paritaire ordinaire, après avis de la commission Prévoyance et sur proposition du conseil d'administration, par tout ou partie du solde excédentaire des comptes de gestion des régimes de prévoyance ouvriers de BTP-Prévoyance pour l'exercice précédent. »

Titre III Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE » :

I. Le texte du sous-article 4.3 « Taux » est intégralement modifié comme suit :

« 4.3. Taux »

La cotisation appelée pour assurer le financement des garanties fixées par l'accord collectif national du 13 décembre 1990 est de 1,85 %.

L'employeur consacre au financement de ces garanties une cotisation dont le taux est de 1,25 % de la rémunération.

Par son adhésion au présent règlement, l'employeur s'engage à prendre en charge la totalité des cotisations destinée au financement des garanties en cas de décès, (telles que définies aux articles 17 et 19).

Le taux de cotisations est ventilé comme suit :

RNPE	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Au titre des garanties liées au décès	0,58 %	0,58 %
Au titre des autres garanties	1,27 %	0,67 %
Dont indemnités journalières > 90 jours	0,50 %	0,25 %
Dont rentes d'invalidité	0,65 %	0,36 %
Dont forfaits parentalité et accouchement	0,10 %	0,05 %
Dont hospitalisations chirurgicales	0,02 %	0,01 %
Total	1,85 %	1,25 %

II. Le texte du sous-article 4.4 « Exigibilité des cotisations » est intégralement modifié comme suit :

« 4.4. Exigibilité des cotisations

La fraction de la cotisation à charge du salarié est précomptée sur chaque rémunération et versée à BTP-Prévoyance :

- par la caisse congés intempéries BTP, concernant les indemnités de congés qu'elle verse directement à l'ETAM, si l'entreprise relève du mode direct ;
- par l'entreprise, pour tous les autres éléments de rémunération (y compris les indemnités de congés payés versées par une caisse congés intempéries BTP, si l'entreprise relève du mode déclaratif) ;
- en tant que mandataires responsables du versement des cotisations auprès de BTP-Prévoyance.

Les cotisations sont exigibles mensuellement. Par exception, pour les entreprises dont les cotisations de retraite AGIRC-ARRCO sont exigibles trimestriellement, la même périodicité s'applique pour les cotisations du présent règlement.

La date limite de paiement des cotisations est fixée au 25 du mois suivant la période mensuelle ou trimestrielle à laquelle elle se réfère. »

III. Le premier paragraphe du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est modifié comme suit :

« Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :

- signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation ;
- s'assurer du respect de ses obligations nées de l'accord collectif national du 13 décembre 1990 et ses avenants. »

IV. Le dernier paragraphe de l'article 8 « Maintien et cessation des garanties » est modifié comme suit :

« Dans tous les cas, le maintien porte sur les garanties en vigueur au moment de la rupture ou de la suspension du contrat de travail aussi longtemps que l'entreprise est adhérente au présent règlement ou au terme de l'adhésion de l'entreprise (sans que ces garanties puissent être inférieures à celles résultant des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale). »

V. Les deux derniers paragraphes du sous-article 8.1 « Maintien des garanties en cas de licenciement, ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage » sont modifiés comme suit :

« Sans limitation de durée, lorsque l'ETAM :

- a fait l'objet d'une mesure de licenciement ou de rupture de contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage alors qu'il était en arrêt de travail, ou a été reconnu invalide par la sécurité sociale sans que le contrat de travail n'ait été rompu, et n'exerce depuis cette date aucune activité rémunérée ;
- et bénéficie de prestations d'indemnités journalières ou de rentes d'invalidité servies au titre des articles 20 et 21 du présent règlement.

Dans tous les cas, ne font pas obstacle au maintien des garanties :

1. Les périodes (dès lors qu'elles ne dépassent pas 30 jours calendaires en cumul) :
 - de reprise temporaire d'activité ;
 - ou pour lesquelles aucun justificatif de situation n'est fourni par l'ETAM.
2. Les périodes qui correspondent aux différés d'indemnisation ou au délai de carence prévus par la convention d'assurance chômage. »

VI. Le texte du sous-article 9.1 « Délai de déclaration du droit à prestation » est intégralement modifié comme suit :

« 9.1. Délai de déclaration du droit à prestation »

Toute demande de prestation doit être présentée à l'institution :

- pour les demandes de rentes d'invalidité, dans un délai de deux ans à compter de la date de notification du classement en invalidité par la sécurité sociale ;
- pour les autres prestations, dans un délai de 2 ans à compter de la date du fait générateur qui y donne naissance.

Ce délai est porté à :

- cinq ans en ce qui concerne les demandes de prestations couvrant le risque incapacité de travail et le forfait parentalité / accouchement ;
- dix ans en ce qui concerne les prestations couvrant le risque décès du participant.

Les mêmes délais s'appliquent pour la déclaration de tout élément donnant droit à majoration du montant de la prestation.

Le niveau de la prestation versée est celui en vigueur à la date du fait générateur.

À défaut de demande ou déclaration dans ces différents délais, les droits à prestation sont prescrits.

Toute déclaration à BTP-Prévoyance du décès d'un participant est assimilée à demande de toutes les prestations découlant de ce décès (capital décès, rentes en cas de décès). »

VII. Le texte du sous-article 21.3 « Date d'effet, versement et obligations déclaratives » est intégralement modifié comme suit :

« 21.3. Date d'effet, versement et obligations déclaratives »

Le point de départ de la rente est la date d'effet de la rente d'invalidité ou d'incapacité permanente versée par la sécurité sociale au titre de la catégorie d'invalidité ou du taux d'incapacité permanente ouvrant droit à l'indemnisation de BTP-Prévoyance.

L'ETAM devra :

- pouvoir apporter la preuve qu'il a perçu des prestations en espèces de la sécurité sociale, pour la période dont il demande l'indemnisation ;

- porter à la connaissance de BTP-Prévoyance toute modification intervenant dans l'indemnisation de la sécurité sociale, y compris une éventuelle remise en cause de celle-ci.

Elle sera révisable éventuellement chaque mois :

- en fonction du nombre d'enfants à charge ;
- en fonction de toute modification intervenant dans l'indemnisation de la sécurité sociale.

La rente d'invalidité ou d'incapacité permanente sera supprimée :

- pour les invalidités de droit commun, à la date de fin de la pension d'invalidité versée par la sécurité sociale ;
- pour les incapacités permanentes suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, si l'intéressé cesse de percevoir la pension de la sécurité sociale au titre de son incapacité permanente, et en tout état de cause à l'âge de fin de la pension d'invalidité de la sécurité sociale tel que prévu à l'article L. 341-15 du code de la sécurité sociale.

Il appartient à l'adhérent de signaler à BTP-Prévoyance tout changement de situation individuelle conduisant à modifier son droit à rente au titre de l'article 21 du présent règlement, notamment le changement de composition familiale et/ou l'atteinte de la date de fin du versement de la rente.

Dans ce cas, la rente cessera d'être accordée à la fin du mois au cours duquel les conditions de maintien de la rente ne sont plus réunies. »

VIII. Il est créé un article 24 « Règlementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 24 | Règlementation LCB FT »

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- pour la mise en œuvre de leur couverture, les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit doivent communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

IX. Le troisième paragraphe du sous-article 25.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

X. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 25.4 « Protection des données personnelles » est modifié comme suit :

« Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance à des fins :

- (i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture prévoyance ;
- (ii) De réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, SMS et MMS) pour des produits ou services ana-

logues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe Pro-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;

(iii) Et avec l'accord des salariés de l'entreprise adhérente, aux fins de prospection commerciale par e-mail, sms ou mms par les entités du groupe Pro-BTP pour tous produits ou services non analogues à ceux déjà souscrits. »

XI. Le texte de l'article 28 « Provisions pour participation aux excédents » est intégralement modifié comme suit :

« Article 28 | Provisions pour participation aux excédents »

Il est constitué une provision pour participation aux excédents pour la section financière visée à l'article 27.

Le niveau d'alimentation de cette provision est décidé annuellement par le conseil d'administration. Lors de son examen annuel, le conseil d'administration tient compte :

- de la situation financière de la section ;
- des orientations qui ont été définies, le cas échéant, par les partenaires sociaux signataires de l'accord collectif national du 13 décembre 1990.

La dotation annuelle ne peut excéder le solde positif du « compte du régime » défini à l'article 29.1 (compte non tenu de la ressource visée au *f* de l'article et des charges visées aux *e* et *g*).

La provision pour participation aux excédents appartient à la masse indivise des entreprises adhérentes et des membres participants au régime.

L'utilisation de la provision pour participation aux excédents peut être décidée annuellement par le conseil d'administration :

- en priorité pour le financement de la revalorisation des prestations, dans le respect des dispositions de l'article 13.1 ;
- le cas échéant, pour la compensation de la revalorisation prévue à l'article 13.2, lorsque le taux minimum réglementaire est négatif.

Toute utilisation de la provision pour participation aux excédents à des fins de revalorisation doit intervenir ou dans les 8 ans de son alimentation, ou au titre des prestations nées au 31 décembre de l'exercice au titre duquel la provision pour participation aux excédents a été alimentée.

La provision pour participation aux excédents peut également être distribuée selon d'autres modalités, dans un délai de huit ans après chaque alimentation annuelle.

De telles modalités de distribution, qui relèvent d'une décision de la commission paritaire extraordinaire, peuvent prendre les formes suivantes :

- l'amélioration des garanties nées du présent règlement en faveur des participants ;
- le financement d'aides individuelles à caractère social en faveur des participants ;
- la prise en charge d'une fraction des cotisations à charge des entreprises et des participants. »

XII. Le dernier paragraphe du sous-article 29.2 « Le "compte de gestion" » est modifié comme suit :

« Il appartient à la commission paritaire ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le résultat annuel du compte de gestion. »

XIII. Le dernier paragraphe du sous-article 29.3 « Le “compte d’action sociale prévoyance ETAM” » est modifié comme suit :

- « Ce compte peut être alimenté :
- par toute dotation sociale prélevée sur les régimes, décidée annuellement par le conseil d’administration ;
- sur décision annuelle de la commission paritaire ordinaire, après avis de la commission prévoyance et sur proposition du conseil d’administration, par une quote-part des produits financiers afférents aux réserves des régimes. »

Titre IV Règlement du régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics » :

I. Le texte du sous-article 4.4 « Exigibilité des cotisations » est intégralement modifié comme suit :

« 4.4. Exigibilité des cotisations

La fraction de la cotisation à charge du salarié est précomptée sur chaque rémunération et versée à BTP-Prévoyance :

- par la caisse congés intempéries BTP, concernant les indemnités de congés qu’elle verse directement au cadre, si l’entreprise relève du mode direct ;
- par l’entreprise, pour tous les autres éléments de rémunération (y compris les indemnités de congés payés versées par une caisse congés intempéries BTP, si l’entreprise relève du mode déclaratif) ;
- en tant que mandataires responsables du versement des cotisations auprès de BTP-Prévoyance.

Les cotisations sont exigibles mensuellement. Par exception, pour les entreprises dont les cotisations de retraite AGIRC-ARRCO sont exigibles trimestriellement, la même périodicité s’applique pour les cotisations du présent règlement.

Lorsque l’entreprise décide de changer de périodicité de versement de ses cotisations, elle doit en informer les services de gestion avant le 31 décembre de l’année en cours. Sa demande porte obligatoirement sur l’ensemble de ses cotisations dues à BTP-Prévoyance ; elle est prise en compte au 1^{er} janvier de l’année suivante.

La date limite de paiement des cotisations est fixée au 25 du mois suivant la période mensuelle ou trimestrielle à laquelle elle se réfère. »

II. Le premier paragraphe du sous-article 5.1.a « Résiliation à l’initiative de l’entreprise » est modifié comme suit :

- « Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :
- signifier sa décision à l’institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l’article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d’effet de la résiliation ;
- s’assurer du respect des conditions prévues dans le cadre de l’article L. 911-1 du code de la sécurité sociale et des procédures prévues – le cas échéant – par le code du travail. »

III. Les deux derniers paragraphes du sous-article 7.1 « Maintien des garanties en cas de licenciement, ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage » sont modifiés comme suit :

« Sans limitation de durée, lorsque le cadre ou assimilé :

- a fait l'objet d'une mesure de licenciement ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage alors qu'il était en arrêt de travail, ou a été reconnu invalide par la sécurité sociale sans que le contrat de travail n'ait été rompu, et n'exerce depuis aucune activité rémunérée ;
- et bénéficie de prestations d'indemnités journalières ou de rentes d'invalidité servies au titre du présent régime.

Dans tous les cas, ne font pas obstacle au maintien des garanties :

1. Les périodes (dès lors qu'elles ne dépassent pas 30 jours calendaires en cumul) :
 - de reprise temporaire d'activité ;
 - ou pour lesquelles aucun justificatif n'est fourni par l'ancien cadre ou assimilé au titre d'une des situations définies à l'alinéa précédent ;
2. Les périodes qui correspondent aux différés d'indemnisation ou au délai de carence prévus par la convention d'assurance chômage.

Les présentes dispositions sont applicables aux licenciements ou ruptures postérieurs à la date du 31 mai 2014. »

IV. Le texte du sous-article 8.1 « Délai de déclaration du droit à prestation » est intégralement modifié comme suit :

« 8.1. Délai de déclaration du droit à prestation

Toute demande de prestation doit être présentée à l'institution :

- pour les demandes de rentes d'invalidité, dans un délai de deux ans à compter de la date de notification du classement en invalidité par la sécurité sociale ;
- pour les autres prestations, dans un délai de deux ans à compter de la date du fait générateur qui y donne naissance.

Ce délai est porté à :

- cinq ans en ce qui concerne les demandes de prestations couvrant le risque incapacité de travail et le forfait parentalité / accouchement ;
- dix ans en ce qui concerne les prestations couvrant le risque décès du participant.

Les mêmes délais s'appliquent pour la déclaration de tout élément donnant droit à majoration du montant de la prestation.

Le niveau de la prestation versée est celui en vigueur à la date du fait générateur.

À défaut de demande ou déclaration dans ces différents délais, les droits à prestation sont prescrits.

Toute déclaration à BTP-Prévoyance du décès d'un participant est assimilée à demande de toutes les prestations découlant de ce décès (capital décès, rentes en cas de décès). »

V. Les trois premiers paragraphes de l'article 15 « Garantie capital décès » sont modifiés comme suit :

« Le versement d'un capital est garanti au décès du participant.

Le capital garanti en cas de décès est payé aux bénéficiaires sur production :

- de l'avis de l'entreprise signalant le décès, précisant la date initiale de l'arrêt de travail qui a éventuellement précédé le décès et justifiant des éléments de rémunération à prendre en considération ;

- d'un certificat médical précisant l'origine du décès ;
- d'un extrait d'acte de naissance comportant toutes les mentions marginales, et plus généralement de toute autre pièce justificative qui serait jugée nécessaire par BTP-Prévoyance. »

VI. Les deux derniers paragraphes du sous-article 19.3 « Date d'effet, versement et obligations déclaratives » sont modifiés comme suit :

- « La rente d'invalidité ou d'incapacité permanente sera supprimée :
- pour les invalidités de droit commun, à la date de fin de la pension d'invalidité versée par la sécurité sociale ;
 - pour les incapacités permanentes suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle, si l'intéressé cesse de percevoir la pension de la sécurité sociale au titre de son incapacité permanente, et en tout état de cause à l'âge de fin de la pension d'invalidité de la sécurité sociale tel que prévu à l'article L. 341-15 du code de la sécurité sociale.

Il appartient à l'adhérent de signaler à BTP-Prévoyance tout changement de situation individuelle conduisant à modifier son droit à rente au titre de l'article 19 du présent règlement, notamment le changement de composition familiale et/ou l'atteinte de la date de fin du versement de la rente.

Dans ce cas, la rente cessera d'être accordée à la fin du mois au cours duquel les conditions de maintien de la rente ne sont plus réunies. »

VII. Il est créé un article 25 « Règlementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 25 | Règlementation LCB FT »

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- pour la mise en œuvre de leur couverture, les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit doivent communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

VIII. L'article 25 « Information des entreprises adhérentes et des participants » est renuméroté 26.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPC.

IX. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 26.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

- « Sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

X. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 26.4 « Protection des données personnelles » est modifié comme suit :

- « Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance à des fins :
- (i) d'adhésion, gestion et exécution de la couverture Prévoyance ;

(ii) de réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, sms et mms) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe Pro-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;

(iii) et avec l'accord des salariés de l'entreprise adhérente, aux fins de prospection commerciale par e-mail, sms ou mms par les entités du groupe Pro-BTP pour tous produits ou services non analogues à ceux déjà souscrits. »

XI. Le texte de l'article renuméroté 28 « Provision pour participation aux excédents » est intégralement modifié comme suit :

« Article 28 | *Provision pour participation aux excédents*

Il est constitué une provision pour participation aux excédents pour la section financière visée à l'article 27.

Le niveau d'alimentation de cette provision est décidé annuellement par le conseil d'administration. Lors de son examen annuel, le conseil d'administration tient compte de la situation financière de la section financière.

La dotation annuelle ne peut excéder le solde positif du "compte du régime" défini à l'article 29.1 (compte non tenu de la ressource visée au *f* de l'article et des charges visées aux *e* et *g*).

La provision pour participation aux excédents appartient à la masse indivise des entreprises adhérentes et des membres participants au régime.

L'utilisation de la provision pour participation aux excédents peut être décidée annuellement par le conseil d'administration :

- en priorité pour le financement de la revalorisation des prestations, dans le respect des dispositions de l'article 12.1 ;
- le cas échéant, pour la compensation de la revalorisation prévue à l'article 12.2, lorsque le taux minimum réglementaire est négatif.

Toute utilisation de la provision pour participation aux excédents à des fins de revalorisation doit intervenir ou dans les 8 ans de son alimentation, ou au titre des prestations nées au 31 décembre de l'exercice au titre duquel la provision pour participation aux excédents a été alimentée.

La provision pour participation aux excédents peut également être distribuée selon d'autres modalités, dans un délai de huit ans après chaque alimentation annuelle.

De telles modalités de distribution, qui relèvent d'une décision de la commission paritaire extraordinaire définie à l'article 22.2 des statuts de BTP-Prévoyance, peuvent prendre les formes suivantes :

- l'amélioration des garanties nées du présent règlement en faveur des participants ;
- le financement d'aides individuelles à caractère social en faveur des participants ;
- la prise en charge d'une fraction des cotisations à charge des entreprises et des participants. »

XII. Le dernier paragraphe du sous-article renuméroté 29.2 « Le “compte de gestion” » est modifié comme suit :

« Il appartient à la commission paritaire ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le résultat annuel du compte de gestion. »

XIII. Le dernier paragraphe du sous-article renuméroté 29.3 « Le “compte d'action sociale prévoyance cadres” » est modifié comme suit :

« Ce compte peut être alimenté :

- par toute dotation sociale prélevée sur les régimes, décidée annuellement par le conseil d'administration ;
- sur décision annuelle de la commission paritaire ordinaire, après avis de la commission prévoyance et sur proposition du conseil d'administration, par une quote-part des produits financiers afférents aux réserves des régimes. »

Titre V Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers » :

I. Le premier paragraphe du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est modifié comme suit :

« Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :

- signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation ;
- s'assurer du respect des conditions prévues dans le cadre de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale et des procédures prévues – le cas échéant – par le code du travail. »

II. Le texte du sous-article 16.1 « Capital décès – en cas de décès accidentel ou suite à maladie professionnelle » est intégralement modifié comme suit :

« 16.1. Capital décès – en cas de décès accidentel ou suite à maladie professionnelle

En cas de décès d'un participant consécutif à un accident – quelle qu'en soit la cause – ou à une maladie professionnelle reconnue comme telle par la législation, il est versé un capital dont le montant, exprimé en pourcentage du salaire de base, est fonction du niveau de garantie applicable.

Le niveau des garanties figure dans l'annexe des garanties.

Pour un même fait générateur, le capital déjà versé au titre de l'invalidité est déductible du capital versé au titre du décès ultérieur du participant. »

III. Il est créé un article 18 « Réglementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 18 | Réglementation LCB FT

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB-FT ;
- pour la mise en œuvre de leur couverture, les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit doivent communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

IV. L'article 18 « Information des entreprises adhérentes et des participants » est renuméroté 19.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers.

V. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 19.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

VI. Les deux derniers paragraphes de l'article renuméroté 21 « Provision pour participation aux excédents » sont modifiés comme suit :

« L'utilisation de la provision pour participation aux excédents peut être décidée annuellement par le conseil d'administration :

- en priorité pour le financement de la revalorisation des prestations ;
- le cas échéant, pour la compensation de la revalorisation du capital décès, lorsque le taux minimum réglementaire est négatif.

Toute utilisation de la provision pour participation aux excédents à des fins de revalorisation doit intervenir ou dans les 8 ans de son alimentation, ou au titre des prestations nées au 31 décembre de l'exercice au titre duquel la provision pour participation aux excédents a été alimentée.

La provision pour participation aux excédents peut également être distribuée selon d'autres modalités, dans un délai de huit ans après chaque alimentation annuelle. De telles modalités de distribution, qui relèvent d'une décision de la commission paritaire extraordinaire définie à l'article 22.2 des statuts de BTP-Prévoyance, peuvent prendre les formes suivantes :

- l'amélioration des garanties nées du présent règlement en faveur des participants ;
- le financement d'aides individuelles à caractère social en faveur des participants ;
- la prise en charge d'une fraction des cotisations à charge des entreprises et des participants. »

VII. Le texte du sous-article renuméroté 22.2 « Le "compte de gestion" » est intégralement modifié comme suit :

« 22.2. Le "compte de gestion" »

Le compte de gestion est destiné à prendre en charge les dépenses de gestion engagées par l'institution dans le cadre du présent règlement.

À cette fin, il est alimenté chaque année par un prélèvement sur les cotisations dans les conditions définies à l'article 22.1.

Il appartient à la commission paritaire ordinaire (sur proposition du conseil d'administration) d'affecter le résultat annuel du compte de gestion. »

Titre VI Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ETAM

Les modifications suivantes sont apportées au « régime de prévoyance supplémentaire des ETAM » :

I. Le premier paragraphe du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est modifié comme suit :

- « Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :
- signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation ;
 - s'assurer du respect des conditions prévues dans le cadre de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale et des procédures prévues – le cas échéant – par le code du travail. »

II. Il est créé un article 18 « Réglementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 18 | Réglementation LCB FT »

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- pour la mise en œuvre de leur couverture, les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit doivent communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

III. L'article 18 « Information des entreprises adhérentes et des participants » est renuméroté 19.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ETAM.

IV. Le troisième alinéa du sous-article renuméroté 19.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

- « Sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

V. Les deux derniers paragraphes de l'article renuméroté 21 « Provision pour participation aux excédents » sont modifiés comme suit :

- « L'utilisation de la provision pour participation aux excédents peut être décidée annuellement par le conseil d'administration :
- en priorité pour le financement de la revalorisation des prestations ;

- le cas échéant, pour la compensation de la revalorisation du capital décès, lorsque le taux minimum réglementaire est négatif.

Toute utilisation de la provision pour participation aux excédents à des fins de revalorisation doit intervenir ou dans les 8 ans de son alimentation, ou au titre des prestations nées au 31 décembre de l'exercice au titre duquel la provision pour participation aux excédents a été alimentée.

La provision pour participation aux excédents peut également être distribuée selon d'autres modalités, dans un délai de huit ans après chaque alimentation annuelle. De telles modalités de distribution, qui relèvent d'une décision de la commission paritaire extraordinaire définie à l'article 22.2 des statuts de BTP-Prévoyance, peuvent prendre les formes suivantes :

- l'amélioration des garanties nées du présent règlement en faveur des participants ;
- le financement d'aides individuelles à caractère social en faveur des participants ;
- la prise en charge d'une fraction des cotisations à charge des entreprises et des participants. »

VI. Le texte du sous-article renuméroté 22.2 « Le "compte de gestion" » est intégralement modifié comme suit :

« 22.2. Le "compte de gestion" »

Le compte de gestion est destiné à prendre en charge les dépenses de gestion engagées par l'institution dans le cadre du présent règlement et du régime de prévoyance individuelle des ETAM.

À cette fin, il est alimenté chaque année par un prélèvement sur les cotisations dans les conditions définies à l'article 22.1.

Il appartient à la commission paritaire ordinaire (sur proposition du conseil d'administration) d'affecter le résultat annuel du compte de gestion. »

Titre VII Règlement du régime de prévoyance individuelle des ETAM

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime de prévoyance individuelle des ETAM » :

I. Le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} « Conditions d'adhésion » est modifié comme suit :

« Pour être prise en compte, la demande d'adhésion doit parvenir à l'institution dans les six mois qui suivent l'arrêt des garanties (que ce soit au terme de l'adhésion de l'entreprise, ou au terme de la période de maintiens de garanties prévue aux articles 8.1 et 8.2 de l'accord précité). »

II. L'article 7 « Base de calcul des prestations » est intégralement modifié comme suit :

« Le salaire de base servant au calcul annuel des prestations est celui défini en a) assiette de l'article 3 "Cotisations", ci-avant. Il est donc identique au salaire de base servant, sur une base annuelle, à l'appel des cotisations. »

III. L'article 9 « Section financière et réserve » est intégralement modifié comme suit :

« Le suivi des opérations nées du présent titre est mis en œuvre dans le cadre des dispositions des articles 20 à 22 du règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ETAM. »

Titre VIII Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM » :

I. Les deux premiers paragraphes de l'article 3 « Modalités d'adhésion » sont modifiés comme suit :

« La décision du salarié de bénéficier au présent régime se formalise par la signature d'un bulletin d'adhésion. Cette signature emporte acceptation des droits et obligations définis par le présent règlement.

Le bulletin d'adhésion précise notamment :

- le nom, la date et le lieu de naissance ainsi que le lieu de domiciliation de l'adhérent ;
- l'entreprise dont il relève ;
- la date d'effet de son adhésion ;
- l'option choisie. »

II. Le premier paragraphe du sous-article 8.1.a « Terme de l'adhésion à l'initiative de l'adhérent » est modifié comme suit :

« Tout salarié qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation. »

III. Il est créé un article 12 « Réglementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 12 | *Réglementation LCB FT*

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'adhérent s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- le cas échéant, pour la mise en œuvre de leur couverture, ses ayants droit doivent également communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

IV. L'article 12 « Information des adhérents » est renuméroté 13.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM.

V. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 13.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Sont communiquées à l'adhérent les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

VI. Le sous-article renuméroté 13.3 « Protection des données personnelles » est intégralement modifié comme suit :

« 13.3. Protection des données personnelles »

Les données personnelles de l'adhérent (et le cas échéant de toute[s] personne[s] spécifiquement désignée[s] par lui comme bénéficiaire[s] du capital prévu en cas de décès), ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance, responsable de traitement, à des fins :

- (i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture de prévoyance ;
- (ii) Réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de nos collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction de votre situation (score d'appétence) prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, SMS et MMS) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe Pro-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;
- (iii) Et avec l'accord de l'adhérent, aux fins de prospection commerciale par email, SMS ou MMS par les entités du groupe Pro-BTP pour tous produits ou services non analogues à ceux déjà souscrits. En transmettant des informations personnelles permettant d'identifier son conjoint et les bénéficiaires de la clause bénéficiaire particulière, l'adhérent déclare avoir recueilli leur accord et les avoir informés des traitements effectués sur leurs données personnelles et de leurs droits.

Les données collectées sont indispensables à ces traitements et sont conservées pendant la durée de l'adhésion, augmentée de la durée des prescriptions légales.

D'une manière générale, les données sont communiquées pour les seules finalités précitées aux services concernés de BTP-Prévoyance, ainsi qu'à son sous-traitant l'association de moyens Pro-BTP, et, si nécessaire, à des intermédiaires, réassureurs, prestataires et partenaires. Elles pourront, le cas échéant, être transmises aux autorités administratives ou judiciaires.

Certaines des données traitées peuvent être transférées à des prestataires situés en dehors de l'Union européenne, notamment aux fins d'assurer la maintenance et les opérations d'hébergement des données dans le respect de la réglementation applicable en matière de Protection des données personnelles.

En application de la réglementation relative à la protection des données personnelles, et sauf exception liée à l'exécution de la couverture de prévoyance ou aux obligations légales de BTP-Prévoyance, l'adhérent (et le cas échéant toute[s] personne[s] désignée[s] par lui comme bénéficiaire[s] du capital prévu en cas de décès) disposent des droits d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données personnelles, ainsi que de limitation ou d'opposition à leur traitement et du droit de donner des directives sur le sort de leurs données après décès. Ces droits s'exercent en justifiant de son identité, par courrier postal à « PRO-BTP, DPO, 93901 Bobigny Cedex 9 » ou par e-mail à « CIRCUITDCP@probt.com ». Ils disposent d'un droit de recours auprès de la CNIL.

Le groupe Pro-BTP dispose d'un délégué à la protection des données (DPO) qui peut être contacté par courrier au 7, rue du regard, 75006 Paris.

Titre IX Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des cadres

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des cadres » :

I. le texte du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est intégralement modifié comme suit :

« 5.1.a. Résiliation à l'initiative de l'entreprise »

Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :

- signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation ;
- s'assurer du respect des conditions prévues dans le cadre de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale et des procédures prévues – le cas échéant – par le code du travail.

La résiliation à l'initiative de l'entreprise prend effet à la fin de l'exercice civil, sous réserve d'avoir été signifiée à l'institution au moins 2 mois auparavant.

Par exception, la résiliation prend effet au plus tard le dernier jour du trimestre civil suivant la date de réception de la demande écrite si l'entreprise relève d'une des situations suivantes :

- l'entreprise a changé de secteur d'activité et ne relève plus du champ du bâtiment et des travaux publics ;
- en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire a exercé le droit dont il dispose légalement de résilier l'adhésion conformément aux dispositions du code de commerce ;
- l'entreprise a été informée d'une augmentation de sa cotisation ou d'une diminution des droits nés du présent règlement en faveur de ses salariés, et a formulé sa demande dans les 60 jours qui s'ensuivent. »

II. Il est créé un article 18 « Réglementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 18 | Réglementation LCB FT »

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'adhérent s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- le cas échéant, pour la mise en œuvre de leur couverture, ses ayants droit doivent également communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

III. L'article 18 « Information des adhérents » est renuméroté 19.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement du régime de prévoyance supplémentaire des cadres.

IV. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 19.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision ou effectuer toute réclamation concernant la gestion de sa couverture. »

V. Le texte de l'article renuméroté 21 « Provision pour participation aux excédents » est intégralement modifié comme suit :

« Article 21 | Provision pour participation aux excédents »

Il est constitué une provision pour participation aux excédents pour la section financière visée à l'article 20.

Le niveau d'alimentation de cette provision est décidé annuellement par le conseil d'administration. Lors de son examen annuel, le conseil d'administration tient compte de la situation financière de la section.

La dotation annuelle ne peut excéder le solde positif des « comptes des régimes » définis aux articles 22 des règlements des régimes de prévoyance supplémentaire des ouvriers, des ETAM, et des cadres (compte non tenu de la ressource visée au f et des charges visées aux d et f.

La provision pour participation aux excédents appartient à la masse indivise des entreprises adhérentes et des membres participants relevant de la section financière.

L'utilisation de la provision pour participation aux excédents peut être décidée annuellement par le conseil d'administration :

- en priorité pour le financement de la revalorisation des prestations ;
- le cas échéant, pour la compensation de la revalorisation du capital décès, lorsque le taux minimum réglementaire est négatif.

Toute utilisation de la provision pour participation aux excédents à des fins de revalorisation doit intervenir ou dans les 8 ans de son alimentation, ou au titre des prestations nées au 31 décembre de l'exercice au titre duquel la provision pour participation aux excédents a été alimentée.

La provision pour participation aux excédents peut également être distribuée selon d'autres modalités, dans un délai de huit ans après chaque alimentation annuelle. De telles modalités de distribution, qui relèvent d'une décision de la commission paritaire extraordinaire définie à l'article 22.2 des statuts de BTP-Prévoyance, peuvent prendre les formes suivantes :

- l'amélioration des garanties nées du présent règlement en faveur des participants ;
- le financement d'aides individuelles à caractère social en faveur des participants ;
- la prise en charge d'une fraction des cotisations à charge des entreprises et des participants. »

VI. Le dernier paragraphe du sous-article 22.2 « Le "compte de gestion" » est modifié comme suit :

« Il appartient à la commission paritaire ordinaire (sur proposition du conseil d'administration) d'affecter le résultat annuel du compte de gestion. »

Titre X Règlement du régime de prévoyance individuelle des cadres

Les modifications suivantes sont apportées au « règlement du régime de prévoyance individuelle des cadres » :

I. Le deuxième alinéa de l'article 3 « Cotisations » est modifié comme suit :

« Si le salaire est incomplet, il est reconstitué selon les conditions de l'article 10 du règlement du régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics. »

II. Le texte de l'article 9 « Section financière et réserve » est intégralement modifié comme suit :

« Le suivi des opérations nées du présent titre est mis en œuvre dans le cadre des dispositions des articles 20 à 22 du règlement du régime de prévoyance supplémentaire cadres de BTP-Prévoyance. »

Titre XI Règlement du régime de GAT

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime de GAT » :

I. Le premier paragraphe du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est modifié comme suit :

« Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :

- signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation ;
- pour les options de GAT propres aux collègues ouvriers qui assurent un maintien du salaire au-delà des obligations conventionnelles, s'assurer du respect des conditions prévues dans le cadre de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale et des procédures prévues – le cas échéant – par le code du travail. »

II. Le sous-article 5.1.c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » est intégralement modifié comme suit :

« 5.1.c. Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail »

En cas de liquidation d'une entreprise adhérente, le terme de l'adhésion prend effet au jour du jugement de clôture.

En cas de procédure de sauvegarde, de redressement, ou de liquidation judiciaire, outre les cas prévus aux 5.1.a et 5.1.b, le terme de l'adhésion peut intervenir dans les conditions du III des articles L. 622-13 et L. 641-11-1 du code de commerce.

Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution

se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion.

En cas de cessation d'activité sans reprise de contrat de travail, le terme de l'adhésion prend effet à la date de cessation d'activité. Cette dernière doit être notifiée à BTP-Prévoyance dans le délai d'un mois qui s'ensuit, à défaut de quoi les prestations indûment versées depuis la cessation d'activité seront portées à la charge de l'entreprise.

Pour tout arrêt de travail survenant à compter de la date d'un jugement d'ouverture d'une procédure collective, le remboursement des indemnités journalières sera effectué sur la fraction supérieure, le cas échéant, à la somme acquise au titre de la garantie de l'AGS (association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés) calculée conformément à l'article D. 3253-5 du code du travail et après versement effectif de cette garantie au représentant des salariés de l'entreprise. »

III. Le sous-article 7.1 « Délai de déclaration du droit à prestation » est intégralement modifié comme suit :

« 7.1. Délai de déclaration du droit à prestation

Toute demande de prestation doit être présentée à l'institution dans un délai de cinq ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Le niveau de la prestation versée est celui en vigueur à la date du fait générateur.

À défaut de demande ou déclaration dans ce délai, les droits à prestation sont prescrits. »

IV. Le dernier paragraphe du sous-article 8.2 « Montant de la prestation GAT » est modifié comme suit :

« Lorsque l'indemnisation est versée à l'entreprise, le montant brut de la prestation est majoré d'un forfait de 32 % destiné à couvrir les cotisations sociales à charge de l'employeur. »

V. L'intitulé de l'article 9 « Paiement de la prestation » et le texte du sous-article 9.1 « Déclaration – Justification pour le service des prestations de maintien de salaire » sont modifiés comme suit :

« Article 9 | Déclaration des sinistres, paiement des prestations

9.1. Déclaration. Justification pour le service des prestations de maintien de salaire

Tout arrêt de travail / incapacité donnant droit à maintien de salaire doit être déclaré par l'entreprise ou à défaut par l'intéressé auprès de BTP-Prévoyance dans les trente jours suivant l'arrêt de travail.

Les indemnités journalières versées au titre du présent règlement :

- viennent en complément des prestations réglées par le régime de base de la sécurité sociale des salariés assurés ;
- et peuvent prendre en charge les jours de carence à charge de l'entreprise en application des conventions collectives du bâtiment et des travaux publics.

En conséquence, pour tout arrêt de travail déclaré par l'entreprise, le montant de l'indemnisation dû au titre du présent règlement est déterminé :

- sur la base des informations communiquées au gestionnaire des prestations par la caisse d'assurance maladie dont relève le salarié assuré, dans le cadre de flux d'informations dématérialisés (« PrestIJ »...) ;
- à défaut, sur la base de la transmission par l'entreprise à BTP-Prévoyance des décomptes d'indemnités journalières de la sécurité sociale (et/ou toute autre pièce

justificative demandée par le gestionnaire des prestations). L'entreprise est tenue de porter à la connaissance de l'institution toute modification intervenant dans l'indemnisation de la sécurité sociale, y compris une éventuelle remise en cause de celle-ci susceptible d'entraîner une révision des prestations de BTP-Prévoyance.

BTP-Prévoyance se réserve le droit de subordonner le paiement de ses prestations à un contrôle de l'état d'incapacité du salarié assuré par un médecin qu'elle désignera. L'entreprise est tenue de relayer ce contrôle auprès de son salarié qui devra s'y soumettre, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

L'utilisation de documents inexacts, faite de mauvaise foi, ainsi que les fausses déclarations intentionnelles ayant pour objet d'induire BTP-Prévoyance en erreur sur les effets et les suites des causes de l'arrêt de travail, entraînent la perte de tout droit à indemnisation et le droit pour BTP-Prévoyance d'exiger le remboursement des indemnités versées indûment. »

VI. Il est créé un article 10 « Règlementation LCB-FT » ainsi rédigé :

« Article 10 | Règlementation LCB-FT »

Dans le cadre de la réglementation LCB-FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB-FT ;
- pour la mise en œuvre du présent règlement, les salariés de l'entreprise adhérente doivent communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB-FT. »

VII. Le troisième paragraphe du sous-article 11.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Lorsque BTP-Prévoyance se substitue à l'employeur dans le paiement du maintien de salaire et/ou pour toute option qui assure un maintien de salaire au-delà des obligations conventionnelles, sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

VIII. Les deuxième et troisième paragraphes du sous-article 11.3 « Protection des données personnelles » sont modifiés comme suit :

« Pour la mise en œuvre de cette couverture de GAT, BTP-Prévoyance est susceptible de collecter et de traiter les données suivantes des salariés affiliés : information personnelles, données de contact, données d'identification, NIR (dans les cas autorisés par la loi uniquement), données de vie privée, données professionnelles, données économiques et financières, données opérationnelles liées à la couverture de GAT, données de santé ou autres données particulières (dans les cas autorisés par la loi uniquement).

Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance aux fins :

- (i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture de GAT ;
- (ii) De réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation

ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, SMS et MMS) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe Pro-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude – à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;

(iii) Et avec l'accord des salariés de l'entreprise adhérente, aux fins de prospection commerciale par e-mail, SMS ou MMS par les entités du groupe Pro-BTP pour tous produits ou services non analogues à ceux déjà souscrits. »

IX. Le premier paragraphe de l'article « Section financière et fonds de réserve » est modifié comme suit :

« Il est constitué une section financière unique, ainsi qu'une réserve distincte dans les fonds propres de l'institution, pour le suivi des opérations nées :

- du présent règlement ;
- du règlement de la couverture « Option charges sur arrêts de travail de longue durée » (OCALD) ;
- de la quote-part de BTP-Prévoyance dans les contrats « Garantie arrêt de travail » coassurés avec les entités de la SGAMBtp. »

X. Le dernier paragraphe du sous-article 14.2 « Le “compte de gestion” » est modifié comme suit :

« Il appartient à la commission paritaire ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le résultat annuel du compte de gestion. »

Titre XII Règlement du régime d'OCALD

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime OCALD » :

I. Le texte du sous-article 4.2 « Taux » est intégralement modifié comme suit :

« 4.2. Taux

Le taux de cotisation est précisé dans les annexes tarifaires. Il diffère selon que l'entreprise :

- ait ou non mis en œuvre une couverture des arrêts de travail de plus de 90 jours au-delà du niveau qui est prévu par le régime national de prévoyance des ouvriers ;
- ait ou non souscrit un contrat “Garantie arrêt de travail tous collègues” assurant la couverture des arrêts de travail de moins de 90 jours de ses ouvriers.

La cotisation de la couverture OCALD est exclusivement à la charge de l'employeur. »

II. Le premier paragraphe du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est modifié comme suit :

« 5.1.a. Résiliation à l'initiative de l'entreprise

Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation. »

III. Il est créé un article 11 « Réglementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 11 | *Réglementation LCB FT*

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- pour la mise en œuvre du présent règlement, les salariés de l'entreprise adhérente doivent communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT. »

IV. L'article 11 « Information des adhérents » est renuméroté 12.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement du régime d'OCALD.

V. Le deuxième paragraphe du sous-article renuméroté 12.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Lorsque BTP-Prévoyance se substitue à l'employeur dans le paiement du maintien de salaire, sont communiquées au salarié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

VI. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 12.3 « Protection des données personnelles » est modifié comme suit :

« Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance aux fins :

- (i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture OCALD ;
- (ii) De réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, sms et mms) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe Pro-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;
- (iii) Et avec l'accord des salariés de l'entreprise adhérente, aux fins de prospection commerciale par e-mail, sms ou mms par les entités du groupe Pro-BTP pour tous produits ou services non analogues à ceux déjà souscrits. »

Titre XIII Règlement des couvertures individuelles de capital décès

Le « Règlement du régime des prestations additionnelles individuelles de capital décès » est transformé en un « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » dont le contenu est le suivant :

« Règlement des couvertures individuelles de capital décès

Article 1^{er} | *Objet*

Le présent règlement est régi par le code de la sécurité sociale. Dans le cadre d'une adhésion individuelle, il a pour objet le versement d'un capital en cas de décès de l'adhérent et/ou de son conjoint.

La garantie accordée est une garantie temporaire à périodicité annuelle ; elle repose sur trois niveaux de couverture.

Article 2 | *Adhérents*

Peuvent adhérer à ce règlement, à titre individuel et facultatif :

- les membres participants de l'institution (et de manière générale les salariés d'entreprises du bâtiment et des travaux publics) ;
- les anciens participants de l'institution (et de manière générale les anciens salariés du bâtiment et des travaux publics) ;
- leurs conjoints, anciens ou anciennes ayants droits au titre d'une couverture de frais médicaux de l'institution :
 - lorsqu'ils ont été reconnus bénéficiaires des garanties santé de BTP-Prévoyance avec leur propre numéro de sécurité sociale ;
 - et lorsqu'ils ne peuvent plus être couverts en qualité d'ayant droit (notamment suite à l'un des événements suivants : décès du participant, divorce, rupture de Pacs, séparation de corps).

L'adhésion est possible jusqu'au 31 décembre de l'année des 75 ans.

Par leur adhésion, ces personnes sont reconnues adhérents de l'institution.

Article 3 | *Modalités de l'adhésion*

L'acte d'adhésion se formalise par la signature d'un bulletin d'adhésion. Cette signature emporte acceptation des droits et obligations définis par le présent règlement.

Le bulletin d'adhésion précise notamment :

- la désignation des personnes couvertes par l'adhésion ;
- la désignation du bénéficiaire du capital servi en cas de décès, dans les conditions définies à l'article 12 du présent règlement ;
- la date d'effet de l'adhésion ;
- le niveau de garantie retenu.

Toute demande d'adhésion s'accompagne d'un droit à renonciation pendant les 20 jours suivant la signature du bulletin d'adhésion. Pour être pris en compte par l'institution :

- le droit à renonciation doit être signifié à BTP-Prévoyance (ou aux services de Pro-BTP) par lettre recommandée ou envoi recommandé électronique ;
- et aucun fait générateur mettant en jeu la garantie du règlement n'est intervenu entre la date de signature du bulletin d'adhésion et la date de renonciation.

Pour faciliter la prise en compte de son droit à renonciation, l'adhérent est invité à utiliser la rédaction suivante :

"Je renonce à mon adhésion au « Règlement des couvertures individuelles décès » intervenue le jj.mm.aa sous le (numéro xxx [numéro d'adhésion indiqué dans le certificat d'adhésion])"

L'institution est alors tenue de rembourser les cotisations perçues. »

Article 4 | *Personnes couvertes*

4.1. Les personnes couvertes au titre du présent règlement sont :

- l’adhérent ;
- si le bulletin d’adhésion le prévoit, son conjoint.

4.2. Est défini comme conjoint :

- la personne ayant un lien matrimonial en cours avec l’adhérent ;
- à défaut, la personne liée à l’adhérent par un pacte civil de solidarité (Pacs) ;
- à défaut, le concubin si les conditions suivantes sont remplies :
 - a) le concubinage est notoire et justifié d’un domicile commun, ou l’adhérent et son concubin ont un ou plusieurs enfants en commun (enfants nés de leur union ou adoptés ou à naître de leur union) ;
 - b) il n’existe aucun lien matrimonial ou de Pacs de part et d’autre.

L’existence d’un domicile commun au sens du a s’entend par l’une des justifications suivantes :

- l’adhérent et son concubin ont domicilié leurs déclarations annuelles de revenus auprès de l’administration fiscale à la même adresse au cours de l’exercice précédent ;
- l’adhérent et son concubin sont domiciliés à la même adresse auprès de leur(s) organismes(s) de base d’assurance maladie ;
- l’adhérent et son conjoint font l’objet d’une facturation commune par la société qui fournit leur domicile principale en électricité et/ou en gaz ;
- l’adhérent et son concubin disposent d’un compte bancaire commun.

Article 5 | *Date d’effet, modifications de l’adhésion*

5.1. Date d’effet

La date d’effet de l’adhésion est spécifiée sur le bulletin d’adhésion. Cette date est fixée au plus tôt au jour qui suit la demande d’adhésion et ne peut être rétroactive.

L’adhésion est conclue jusqu’à la fin de l’exercice civil et se renouvelle ensuite annuellement par tacite reconduction, sauf terme de l’adhésion tel que défini dans l’article 8 du présent règlement.

5.2. Date d’effet en cas de changement d’option

Pour toute demande de l’adhérent reçue par les services gestionnaires avant la fin de l’exercice, le changement de niveau de couverture intervient avec effet au 1^{er} janvier suivant.

Le changement de niveau de couverture n’est possible que jusqu’au 31 décembre de l’année des 75 ans.

La remise de cotisation mentionnée au premier alinéa de l’article 6.3 n’est pas applicable en cas de changement de niveau de couverture.

5.3. Autres modifications de l’adhésion

Tout changement de domicile doit être déclaré par l’adhérent. À défaut, les lettres adressées au dernier domicile connu de l’adhérent produisent tous leurs effets.

Article 6 | *Cotisations*

6.1. Règles générales de fixation des cotisations

Les éléments nécessaires pour déterminer le montant de la cotisation annuelle applicable à l’adhérent sont définis dans l’annexe tarifaire jointe au présent règlement.

La cotisation est fonction :

- de la cotisation de base applicable pour le niveau de couverture choisi ;
- du nombre de personnes couvertes (l'adhérent et, le cas échéant, son conjoint) ;
- de l'âge des personnes couvertes ;
- le cas échéant, d'un coefficient de majoration tarifaire en fonction de l'année d'adhésion au présent règlement.

Toute actualisation de l'annexe tarifaire relève de la compétence de la commission paritaire extraordinaire définie à l'article 22.2 des statuts de BTP-Prévoyance, après avis de la commission santé et sur proposition du conseil d'administration.

6.2. Réserve

6.3. Remises de cotisation à l'adhésion

Pour tout nouvel adhérent, les cotisations dues au titre des deux premiers mois de couverture bénéficient d'une suspension de paiement s'il s'agit de la première fois que l'intéressé relève d'une couverture individuelle décès assurée et gérée par BTP-Prévoyance ou par une des entités relevant des comptes combinés de la SGAPS BTP.

La durée de la suspension est portée à 6 mois, lorsque l'adhésion remplit les conditions suivantes :

a) Le nouvel adhérent au régime était précédemment couvert et géré en prévoyance collective par l'institution :

- dans les 24 mois précédant la date d'effet de son adhésion au présent règlement ;
- au titre d'un régime standard ou d'une convention particulière conclue avec une entreprise adhérente ;
- quelles qu'aient été ses couvertures antérieures, à condition que la dernière couverture prévoyance soit celle mise en œuvre par BTP-Prévoyance ;

b) Le nouvel adhérent est titulaire d'une pension de retraite servie par le régime complémentaire AGIRC-ARRCO à la date d'adhésion.

Les cotisations dont le paiement a été suspendu sont définitivement remises par l'institution :

- si l'adhérent n'a pas formulé de demande de résiliation portant effet dans les 12 mois suivant l'adhésion ;
- et si les cotisations dues jusqu'au douzième mois suivant l'adhésion (hors période de suspension initiale) ont été régulièrement honorées, sans que l'institution ait eu à constater un retard de versement excédant 30 jours.

À défaut, les cotisations dont le paiement a été suspendu sont intégralement exigibles :

- à compter de la date où l'institution prend connaissance de la demande de résiliation ;
- ou à compter du 31^e jour de retard de versement des cotisations.

En cas de révision à la baisse des garanties portant effet dans les 12 mois suivant l'adhésion, l'adhérent sera immédiatement redevable de la fraction des cotisations correspondant à l'écart de garanties et dont le paiement a été suspendu.

Lorsque l'adhésion au présent règlement se cumule avec une adhésion au régime de frais médicaux individuels des retraités, les cotisations dues au titre du présent règlement bénéficient des mêmes périodes de suspension et de remises de cotisations que celles qui s'appliquent aux cotisations de frais médicaux.

En particulier, l'adhérent bénéficie d'une remise de cotisations au titre du présent règlement pour tout mois où ses cotisations de frais médicaux sont remises (3 mois

durant sa seconde et durant sa troisième année d'adhésion au régime des frais médicaux des retraités).

6.4. Autres remises de cotisations

Lorsque l'adhésion au présent règlement se cumule avec une adhésion au régime de frais médicaux individuels des retraités, et aussi longtemps que dure cette double adhésion, l'adhérent bénéficie d'une réduction sur la cotisation de sa couverture décès dont le montant varie en fonction du niveau de capital choisi :

- niveau 1 : 1,00 € TTC / mois ;
- niveau 2 : 2,00 € TTC / mois ;
- niveau 3 : 3,00 € TTC / mois.

Article 7 | Versement des cotisations

L'adhérent, par la signature du bulletin d'adhésion, s'engage au paiement d'une cotisation à échéance annuelle, et ce tant que l'adhésion n'est pas dénoncée. Cette cotisation est payable d'avance ; son paiement est fractionné mensuellement^[1]. Le règlement de la cotisation s'effectue par prélèvement automatique d'avance sur compte bancaire, ou par toute autre solution mise en œuvre par l'institution.

Les éventuels frais d'impayés peuvent être imputés à l'adhérent.

Article 8 | Terme de l'adhésion. Conséquences sur les prestations et cotisations en cours

Le terme de l'adhésion au présent règlement intervient dans l'un des cas suivants :

- automatiquement : au 31 décembre de l'année des 90 ans de l'adhérent ;
- en cas de résiliation à l'initiative de l'adhérent ;
- en cas de résiliation à l'initiative de l'institution.

8.1.a. Résiliation à l'initiative de l'adhérent

Tout adhérent qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement signifie sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation.

Pour toute demande de résiliation reçue par les services gestionnaires avant la fin de l'exercice civil, la résiliation intervient au 1^{er} janvier suivant.

Par exception, la résiliation prend effet au dernier jour du mois du courrier de résiliation de l'adhérent, s'il relève d'une des situations suivantes :

- l'adhérent a été informé d'une augmentation de sa cotisation ou d'une diminution des droits nés du présent règlement, et a formulé sa demande dans les 30 jours suivant la date d'envoi de cette information ;
- l'adhérent a changé de régime matrimonial au cours des trois derniers mois.

La résiliation ne donne droit à aucun droit à reversement de cotisations par l'institution, même partiel.

8.1.b. Résiliation à l'initiative de l'institution

L'adhérent, à condition d'avoir payé sa cotisation, ne peut être exclu du régime contre son gré, sauf en cas de réticence, omission ou déclaration fausse ou inexacte faite de mauvaise foi.

[1] Pour certaines des adhésions intervenues avant le 31 décembre 2019, les cotisations sont appelées par échéances trimestrielles.

En cas de fraude ou de mauvaise foi constatée dans les déclarations effectuées sur le bulletin d'adhésion (cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle), la résiliation de l'adhésion peut être prononcée sans préavis par l'institution. Les cotisations acquittées demeurent alors acquises à l'institution qui a droit au paiement de toutes les cotisations échues à titre de dommages et intérêts.

L'institution peut également suspendre les garanties ou mettre un terme à l'adhésion en cours d'exercice, dans le cadre suivant :

- en cas de défaut de paiement d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation (indépendamment du droit pour BTP-Prévoyance de poursuivre l'exécution de l'engagement né de l'adhésion en justice), l'institution est fondée à émettre une mise en demeure passé un délai de 10 jours après l'échéance. Suite à l'émission de cette mise en demeure, et à défaut de régularisation de la cotisation, l'institution est en droit :
 - de suspendre les garanties, 30 jours après la mise en demeure ;
 - de résilier l'adhésion, au dernier jour du 3^e mois civil qui suit la date d'effet de la suspension, ou au 31 décembre de chaque exercice qui s'ensuit ;
- la mise en demeure informe l'adhérent des conséquences à venir dans l'hypothèse où le défaut de paiement des cotisations ne serait pas régularisé.

Toutefois, les droits à prestations de l'adhérent sont intégralement ouverts au titre de la période de suspension :

- s'il justifie, durant la période qui a immédiatement précédé le défaut de paiement, d'au moins 12 mois de cotisations acquittées au titre du présent règlement ;
- et s'il régularise l'intégralité de ses cotisations arriérées ou venues à échéance durant la période de suspension.

En complément, s'agissant d'un régime de couverture temporaire décès à échéance annuelle, la commission paritaire peut décider de mettre un terme au présent règlement au 31 décembre de chaque exercice. Une telle décision de la commission paritaire aurait les conséquences suivantes :

- la décision de la commission paritaire doit être signifiée par écrit aux adhérents en portefeuille pour leur être opposable, au plus tard au 30 septembre de l'exercice de terminaison : sous réserve de cette signification écrite, aucune prestation en cas de décès ne sera due par l'institution à compter du 1^{er} janvier qui s'ensuit ;
- il appartient à la commission paritaire de déterminer les modalités de reversement aux adhérents des fonds gérés dans la provision pour participation aux excédents définie à l'article 23.

8.2. Prestations et cotisations en cours au terme de l'adhésion

La garantie en cas de décès prend fin au jour du terme de l'adhésion.

Les éventuels excédents de cotisations versés au-delà de la date d'effet de la résiliation donnent lieu à remboursement.

En cas de fraude ou de mauvaise foi constatée, les cotisations versées d'avance sont affectées en priorité à l'indemnisation du préjudice.

Article 9 | Réserve

Article 10 | Condition d'ouverture des droits. Fait générateur

10.1. Conditions d'ouverture des droits

Le droit à capital en cas de décès est ouvert lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- à la date du décès, la personne décédée est inscrite auprès de BTP-Prévoyance comme personne couverte au titre du présent règlement ;
- et aucune suspension de garanties n’a été prononcée pour non-paiement des cotisations.

10.2. Fait générateur

Est définie comme date du fait générateur la date de décès de l’adhérent ou, le cas échéant, de son conjoint.

Article 11 | *Réservé*

Article 12 | *Prestation servie en cas de décès*

Pour tout adhérent inscrit au titre du présent règlement auprès de BTP-Prévoyance, le montant du capital en cas de décès est fonction du niveau de couverture choisi lors de l’adhésion. Sous réserve des dispositions de l’article 16, la prestation servie en cas de décès comprend :

- un capital de base tel que défini dans l’annexe des garanties ;
- le cas échéant, une revalorisation de ce capital en fonction de l’année d’adhésion, sur la base du coefficient de revalorisation défini dans l’annexe des garanties.

Le versement de la prestation s’effectue :

- auprès du conjoint de la personne couverte décédée (le conjoint s’entendant au sens de la définition de l’article 4.2) ;
- à défaut, auprès du bénéficiaire désigné par la personne couverte décédée, dans le cadre d’une clause bénéficiaire particulière ;
- à défaut, selon l’ordre de priorité suivant :
 - en priorité à ses enfants, nés ou à naître, à parts égales entre eux ;
 - à défaut, à toute personne physique ayant pris en charge les frais d’obsèques ;
 - à défaut, ses autres héritiers.

Le règlement du capital est effectué aux bénéficiaires dans les sept jours qui suivent la réception de l’ensemble des pièces suivantes :

- un extrait de l’acte de décès ;
- un relevé d’identité bancaire, postale ou de caisse d’épargne pour chacun des bénéficiaires ;
- une copie des cartes d’identité des bénéficiaires.

Article 13 | *Revalorisation de la prestation décès*

Le capital défini à l’article 12 du présent règlement est revalorisé depuis la date du décès jusqu’à réception de l’intégralité des pièces justificatives nécessaires au règlement des prestations au taux minimum prévu par l’article R. 132-3-1 du code des assurances ou, à défaut, jusqu’au dépôt du capital à la caisse des dépôts et consignations.

Article 14 | *Réservé*

Article 15 | *Réservé*

Article 16 | *Délai d’attente*

Un délai d’attente de six mois s’applique :

- à compter de la date d’adhésion au présent règlement, ou à compter de la date d’ajout du conjoint comme personne couverte. En cas de décès de l’adhérent ou de son conjoint durant cette période de six mois :

- aucun capital décès (tel que défini à l'article 12 du présent règlement) n'est dû par BTP-Prévoyance,
- l'institution est tenue au remboursement des cotisations perçues au titre de la personne décédée. Ces cotisations s'entendent nettes des remises octroyées en application des dispositions des articles 6.3 et 6.4.
- à compter de la date d'effet d'une amélioration de niveau de couverture. En cas de décès de l'adhérent ou de son conjoint durant la période de 6 mois qui s'ensuit :
 - BTP-Prévoyance verse le capital décès correspondant au niveau de couverture qui était en vigueur avant l'amélioration de couverture,
 - l'institution rembourse le différentiel de cotisations perçues au titre de l'amélioration de couverture pour la personne décédée (nettes des remises octroyées en application des dispositions des articles 6.3 et 6.4).

Article 17 | Délai de déclaration et prescription

17.1. Délai de déclaration du droit à prestation

Toute demande de prestation doit être présentée à l'institution dans un délai de dix ans à compter de la date du fait générateur qui y donne naissance.

Le niveau de la prestation versée est celui en vigueur à la date du fait générateur.

À défaut de demande ou déclaration dans ces différents délais, les droits à prestation sont prescrits.

17.2. Prescription des actions en justice

Conformément à l'article L. 932-13 du code de la sécurité sociale, toutes les actions en justice dérivant des opérations relatives aux droits et obligations nés du présent règlement sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'institution en a eu connaissance ;
- en cas de réalisation du risque, que du jour où les bénéficiaires en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignorée jusque-là ;
- en cas de recours d'un tiers, que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'entreprise adhérente, le salarié, un bénéficiaire ou un ayant droit, ou du jour où le tiers a été indemnisé par celui-ci.

Le délai de prescription est porté à :

- cinq ans en ce qui concerne les actions en répétition de l'indu (s'agissant notamment des cotisations versées à tort par les adhérents et des prestations versées à tort par BTP-Prévoyance) ;
- dix ans en ce qui concerne les actions relatives au capital décès.

La prescription de l'action est interrompue :

- en cas d'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec avis de réception, adressés :
 - soit à l'adhérent, en ce qui concerne l'action en paiement de la cotisation ou le remboursement d'une prestation indue ;
 - soit à BTP-Prévoyance, en ce qui concerne le règlement d'une prestation ;
- en cas de désignation d'experts à la suite de la réalisation d'un risque ;
- ou par l'une des causes ordinaires d'interruption de la prescription :
 - une action en justice (art. 2241 du code civil) ;

- la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait (art. 2240 du code civil) ;
- une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou d'un acte d'exécution forcée (art. 2244 du code civil).

Article 18 | *Réservé*

Article 19 | *Réservé*

Article 20 | *Règlementation LCB FT*

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'adhérent s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- le cas échéant, pour la mise en œuvre du présent règlement, son conjoint et le bénéficiaire de la clause bénéficiaire particulière doivent également communiquer toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT.

Article 21 | *Information des adhérents*

21.1. Information lors de l'adhésion

Sont réalisés conformément aux dispositions légales, et en vue d'assurer une correcte application du présent règlement :

- le recueil des besoins des personnes non encore adhérentes ;
- l'information des adhérents.

En particulier, lors de son adhésion et à chaque modification ultérieure du présent règlement, l'adhérent se voit remettre une notice d'information définissant notamment les garanties et les exclusions, les obligations de l'adhérent et de ses bénéficiaires les modalités d'entrée en vigueur des garanties et d'examen des réclamations ainsi que les modalités de financement et les sanctions du non-paiement des cotisations.

Sont communiquées à l'adhérent les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision ou effectuer toute réclamation concernant la gestion de sa couverture.

Pour toute réclamation concernant l'exécution de la présente adhésion, l'adhérent devra s'adresser à BTP-Prévoyance qui peut être saisie :

- soit par courrier à l'adresse suivante : PRO-BTP – Réclamations, 93901 Bobigny Cedex 9 ;
- soit par le biais de son espace client (www.probtp.com).

Les interlocuteurs dédiés au traitement de la demande s'engagent à prendre en compte celle-ci sous dix jours ouvrables et à y accuser réception dans un délai maximal de deux mois.

L'adhérent est informé :

- qu'après échanges avec le service en charge du traitement des réclamations et en cas de désaccord persistant, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) pour le règlement de litige extrajudiciaire :
- soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;

- soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip
- que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

21.2. Information en cas de modification des conditions de couverture

Les adhérents sont informés par écrit de toute modification apportée aux articles 1 à 21 du présent règlement, et de manière générale suite à toute évolution dans les cotisations et/ou les garanties.

Après information des adhérents, et pour ceux qui n'auraient pas exercé leur droit à résiliation dans les conditions définies à l'article 8.1.a du présent règlement, les modifications s'appliquent de plein droit. Lorsque ces modifications ont pour effet d'augmenter les cotisations ou de diminuer les droits de l'adhérent nés du présent règlement, celui-ci peut dénoncer son adhésion dans un délai de 30 jours suivant son information.

21.3. Protection des données personnelles

Les données personnelles de l'adhérent, ainsi le cas échéant que celles de son conjoint et des personnes désignées dans le cadre de la clause bénéficiaire particulière de l'article 12, ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance, responsable de traitement, à des fins :

- (i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture de capital-décès ;
- (ii) Réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de nos collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction de votre situation (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, sms et mms) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe PRO-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;
- (iii) Et avec l'accord de l'adhérent, aux fins de prospection commerciale par les entités du groupe Pro-BTP et leurs partenaires. En transmettant des informations personnelles permettant d'identifier son conjoint et les bénéficiaires de la clause bénéficiaire particulière, l'adhérent déclare avoir recueilli leur accord et les avoir informés des traitements effectués sur leurs données personnelles et de leurs droits.

Les données collectées sont indispensables à ces traitements et sont conservées pendant la durée de l'adhésion, augmentée de la durée des prescriptions légales.

D'une manière générale, les données sont communiquées pour les seules finalités précitées aux services concernés de BTP-Prévoyance, ainsi qu'à son sous-traitant l'association de moyens PRO-BTP, et, si nécessaire, à des intermédiaires, réassureurs, prestataires et partenaires. Elles pourront, le cas échéant, être transmises aux autorités administratives ou judiciaires.

Certaines des données traitées peuvent être transférées à des prestataires situés en dehors de l'Union européenne, notamment aux fins d'assurer la maintenance et les

opérations d'hébergement des données dans le respect de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles.

En application de la réglementation relative à la protection des données personnelles, et sauf exception liée à l'exécution de la couverture de capital-décès ou aux obligations légales de BTP-Prévoyance, l'adhérent et le cas échéant son conjoint et les personnes désignées dans le cadre de la clause bénéficiaire particulière de l'article 12 disposent des droits d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données personnelles, ainsi que de limitation ou d'opposition à leur traitement et du droit de donner des directives sur le sort de leurs données après décès. Ces droits s'exercent en justifiant de son identité, par courrier postal à « PRO-BTP, DPO, 93901 Bobigny Cedex 9 » ou par e-mail à « CIRCUITDCP@probtp.com ». Ils disposent d'un droit de recours auprès de la CNIL.

Le groupe Pro-BTP dispose d'un délégué à la protection des données (DPO) qui peut être contacté par courrier au 7, rue du regard, 75006 Paris.

Conformément à la loi n° 2014-344, tout consommateur dispose du droit de s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique nommée Bloctel.

Article 22 | Section financière et réserve

Pour le suivi des opérations nées du présent règlement, il est institué une section financière distincte, ainsi qu'une réserve spécifique dans les fonds propres de l'institution.

La réserve est alimentée au 31 décembre de l'exercice :

- par l'affectation de tout ou partie du solde du "compte du régime" défini à l'article 23.1 ;
- le cas échéant, par l'affectation d'une partie des résultats des comptes de gestion.

Article 23 | Comptes de résultats

Les opérations nées du présent règlement sont suivies dans deux comptes :

23.1. Le "compte du régime"

Ce compte est alimenté par les ressources suivantes :

- a) Les cotisations individuelles acquises des adhérents ;
- b) La part, le cas échéant, des prestations et des commissions de gestion à la charge des réassureurs ;
- c) Les produits nets des placements au titre du présent règlement ;
- d) Le cas échéant, toute reprise sur la provision d'égalisation antérieurement constituée pour faire face aux fluctuations de sinistralité au titre du présent règlement ;
- e) Le produit d'impôt qui découle, éventuellement, des opérations du présent compte au titre de l'exercice écoulé.

Les charges imputées au "compte du régime" comprennent :

- a) Les charges de prestations versées et provisionnées au titre du présent règlement ;
- b) Le cas échéant, la part des cotisations cédées aux réassureurs ;
- c) Un prélèvement sur les cotisations pour l'alimentation d'un compte de gestion, selon un taux fixé par le conseil d'administration, dans la limite de 10 % des cotisations acquises des adhérents avant réductions au titre des mesures définies aux articles 6.3 et 6.4 ;
- d) Le cas échéant, toute dotation à une provision d'égalisation destinée à faire face aux fluctuations de sinistralité du présent règlement ;

e) Le cas échéant, toute dotation à la provision pour participation aux excédents définie à l'article 24 ;

f) La charge d'impôt qui découle, s'il y a lieu, des opérations du présent compte au titre de l'exercice écoulé.

Le solde de ce compte est affecté :

a) Le cas échéant, sur décision de la commission paritaire ordinaire (et sur proposition du conseil d'administration), pour tout ou partie à la réserve du règlement du régime des frais médicaux individuels des retraités ;

b) Pour le solde, à la réserve définie à l'article 22.

23.2. Le "compte de gestion"

Le compte de gestion est destiné à prendre en charge les dépenses de gestion engagées par l'institution dans le cadre du présent règlement.

À cette fin, il est alimenté chaque année par un prélèvement sur les cotisations dans les conditions définies à l'article 23.1.

Il appartient à la commission paritaire ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le résultat annuel du compte de gestion.

Article 24 | *Provision pour participation aux excédents*

Il est constitué une provision pour participation aux excédents au titre du présent règlement.

Cette provision est alimentée annuellement sur la base de 85 % du résultat technique positif dégagé au titre des adhérents âgés de 65 ans au plus.

Le cas échéant, un complément d'alimentation de cette provision peut être décidé annuellement par le conseil d'administration, dans la limite du solde positif des ressources et des charges définies à l'article 23 (compte non tenu de la ressource visée au d et des charges visées aux e et f).

La provision pour participation aux excédents appartient à la masse indivise des adhérents au présent régime. Elle doit être utilisée à leur profit exclusif, dans un délai qui correspond à l'espérance résiduelle de vie des adhérents après chaque alimentation annuelle.

L'utilisation de la provision pour participation aux excédents peut être décidée annuellement par le conseil d'administration :

- pour le financement de réductions de cotisations, dont le montant peut être variable en fonction de l'âge des adhérents et/ou de leur ancienneté d'adhésion au présent règlement ;
- le cas échéant, pour la compensation de la revalorisation prévue à l'article 13 du présent règlement, lorsque le taux minimum réglementaire est négatif.

Toute autre décision d'utilisation de la provision pour participation aux excédents relève d'une décision de la commission paritaire extraordinaire définie à l'article 22.2 des statuts de BTP-Prévoyance. Une telle utilisation peut prendre les formes suivantes :

- le financement de tout ou partie de la revalorisation des capitaux en cas de décès, ou de manière plus générale la majoration des capitaux versés en cas de décès ;
- la prise en charge d'une fraction des cotisations à charge des adhérents ;
- l'accompagnement de l'adhérent (et/ou de son conjoint) dans sa couverture en matière de santé ou en matière de perte d'autonomie ;
- le financement d'aides individuelles à caractère social en faveur des adhérents. »

Titre XIV Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre de la prévoyance des cabinets d'économistes de la construction (régime des non-cadres)

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre de la prévoyance des cabinets d'économistes de la construction (régime des non-cadres) » :

I. Le texte du sous-article 4.4 « Exigibilité des cotisations » est intégralement modifié comme suit :

« 4.4. Exigibilité des cotisations »

La fraction de la cotisation à charge du salarié est précomptée sur chaque rémunération et versée à BTP-Prévoyance par l'entreprise, en sa qualité de mandataire responsable du versement des cotisations auprès de BTP-Prévoyance.

Les cotisations sont exigibles mensuellement. Par exception, pour les entreprises dont les cotisations retraite AGIRC-ARRCO sont exigibles trimestriellement, la même périodicité s'applique pour les cotisations du présent règlement.

Lorsque l'entreprise décide de changer de périodicité de versement de ses cotisations, elle doit en informer les services de gestion avant le 31 décembre de l'année en cours. Sa demande porte obligatoirement sur l'ensemble de ses cotisations dues à BTP-Prévoyance ; elle est prise en compte au 1^{er} janvier de l'année suivante.

La date limite de paiement des cotisations est fixée au 25 du mois suivant la période mensuelle ou trimestrielle à laquelle elle se réfère. »

II. Le texte du sous-article 5.1.a « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » est intégralement modifié comme suit :

« 5.1.a. Résiliation à l'initiative de l'entreprise »

Toute entreprise qui souhaite mettre un terme à son adhésion au présent règlement doit :

- signifier sa décision à l'institution par lettre, support durable ou tout autre moyen prévu à l'article L. 932-12-2 du code de la sécurité sociale, en indiquant la date d'effet de la résiliation ;
- s'assurer du respect de ses obligations conventionnelles nées des dispositions définies à l'article 62 de la convention collective nationale des cabinets d'économistes de la construction et de métrologues du 16 décembre 2015. »

III. Il est créé un article 8 « Réglementation LCB FT » ainsi rédigé :

« Article 8 | Réglementation LCB FT »

Dans le cadre de la réglementation LCB FT (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme), BTP-Prévoyance est tenue à diverses obligations de vigilance spécifique. À ce titre :

- l'entreprise adhérente s'engage à fournir à la première demande toute information et/ou toute pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ;
- pour la mise en œuvre de leur couverture, les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit doivent communiquer de toute information et/ou pièce justificative qui serait nécessaire au respect par BTP-Prévoyance de ses obligations au regard de la réglementation LCB FT ; »

IV. L'article 8 « Information des entreprises adhérentes et des participants » est renuméroté 9.

Les articles et sous-articles suivants, ainsi que l'ensemble des références à ces articles, sont renumérotés en conséquence dans le règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre de la prévoyance des cabinets d'économistes de la construction (régime des non-cadres).

V. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 9.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« Sont communiquées au salarié affilié les coordonnées des services gestionnaires afin qu'il puisse obtenir toute précision concernant la gestion de sa couverture. »

VI. Le troisième paragraphe du sous-article renuméroté 9.4 « Protection des données personnelle » est modifié comme suit :

« Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance à des fins :

(i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture prévoyance ;

(ii) De réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, email, sms et mms) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe Pro-BTP, sauf opposition des bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance ;

(iii) Et avec l'accord des salariés de l'entreprise adhérente, aux fins de prospection commerciale par e-mail, sms ou mms par les entités du groupe Pro-BTP pour tous produits ou services non analogues à ceux déjà souscrits. »

VII. Le dernier paragraphe du sous-article renuméroté 12.2 « Le "compte de gestion" » est modifié comme suit :

« Il appartient à la commission paritaire ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le résultat annuel du compte de gestion. »

Titre XV Décisions se traduisant par une imputation sur les provisions pour participation aux excédents (PPAE) des régimes de prévoyance

La commission paritaire extraordinaire prend les décisions suivantes :

■ Décisions se traduisant dans les comptes sociaux de l'institution au 31 décembre 2019 :

- imputation sur la PPAE du « règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » de la charge résultant de la décision de porter à 100 %, dans les comptes sociaux de l'institution, le taux de couverture des rentes en cours de service :
 - nées avant le 31 décembre 1989 ;
 - et rattachables à des entreprises disparues avant le 30 mars 2014 (cette date correspondant à la fin d'effet de la désignation de BTP-Prévoyance) ;
- imputation sur les PPAE constituées au titre des sections financières suivantes : « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO », « Régime national de prévoyance

des cadres du bâtiment et des travaux publics » et « Régimes de prévoyance supplémentaire » :

- de la charge résultant d'une baisse du taux technique des provisions mathématiques vie à 1,50 % pour les rentes nées avant le 31 décembre 2011 ;
- étant précisé que l'imputation de cette charge sur la PPAE du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » sera plafonnée au besoin pour que le montant de ladite PPAE soit au minimum maintenu à 50 M€ au 31 décembre 2019.

■ Décisions avec prise d'effet en 2020 :

- prélèvement sur les PPAE constituées au titre des sections financières suivantes : « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO », « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE », « Régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics » et « Régimes de prévoyance supplémentaire », « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » :
- d'un abondement destiné à compenser les effets de la revalorisation « post-mortem » du capital décès, lorsque le taux réglementaire applicable est négatif.

Titre XVI

La commission paritaire extraordinaire de BTP-Prévoyance décide de ratifier :

- l'annexe des tarifs en vigueur du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » telle qu'elle figure en annexe 1 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » telle qu'elle figure en annexe 2 du présent avenant ;
- l'annexe barème IFC en vigueur du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » telle qu'elle figure en annexe 3 du présent avenant ;
- l'annexe des tarifs en vigueur du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE » telle qu'elle figure en annexe 4 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE » telle qu'elle figure en annexe 5 du présent avenant ;
- l'annexe des tarifs en vigueur du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPC » telle qu'elle figure en annexe 6 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPC » telle qu'elle figure en annexe 7 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Régime de prévoyance supplémentaire des Ouvriers » telle qu'elle figure en annexe 8 du présent avenant ;
- l'annexe des tarifs en vigueur du « Régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers » telle qu'elle figure en annexe 9 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM » telle qu'elle figure en annexe 10 du présent avenant ;
- l'annexe des tarifs en vigueur du « Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM » telle qu'elle figure en annexe 11 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Régime de prévoyance supplémentaire des cadres » telle qu'elle figure en annexe 12 du présent avenant ;
- l'annexe des tarifs en vigueur du « Régime de prévoyance supplémentaire des cadres » telle qu'elle figure en annexe 13 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM » telle qu'elle figure en annexe 14 du présent avenant ;

- l'annexe des tarifs en vigueur du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM telle qu'elle figure en annexe 15 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Règlement du régime de GAT » telle qu'elle figure en annexe 16 du présent avenant ;
- l'annexe des tarifs en vigueur du « Règlement du régime de GAT » telle qu'elle figure en annexe 17 du présent avenant ;
- l'annexe des tarifs en vigueur du « Règlement du régime d'OCALD » telle qu'elle figure en annexe 18 du présent avenant ;
- l'annexe des garanties en vigueur du « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » telle qu'elle figure en annexe 19 du présent avenant ;
- l'annexe tarifs en vigueur du « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » telle qu'elle figure en annexe 20 du présent avenant.

Titre XVII **Prise d'effet**

À l'exception des spécifications expresses figurant au titre XV, les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} janvier 2020.

Titre XVIII **Dépôt**

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisants aux services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 19 décembre 2019.

(Suivent les signatures.)

Annexe N°1

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020

RNPO	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
RÉGIME DE PREVOYANCE DE BASE	2,29%	1,54%
Dont au titre :	1,49%	0,82%
- des garanties en cas de décès	0,55%	0,33%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,46%	0,23%
- des rentes d'invalidité	0,40%	0,22%
- des forfaits parentalité et accouchement	0,06%	0,03%
- de l'hospitalisation chirurgicale	0,02%	0,01%
Dont au titre des indemnités de fin de carrière :	0,59%	0,59%
Dont au titre du fonds d'action sociale :	0,20%	0,12%
Dont au titre des indemnités journalières <90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01%	0,01%
SURBASE obligatoire	0,30%	0,18%
Dont au titre :		
- des garanties en cas de décès	0,07%	0,042%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,14%	0,084%
- des rentes d'invalidité	0,09%	0,054%
TOTAL	2,59%	1,72%

Annexe N°2

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

RNPO	Base Obligatoire + Surbase Obligatoire
------	--

> Capital-Décès	
Participant Célibataire, veuf ou divorcé	
Capital de base : décès toutes causes	750 SR
Complément de capital décès suite décès AT/MP (1)	+ 100% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+ 1000 SR
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants à charge et plus	+ 2000 SR
Participant avec conjoint	
Capital de base décès toutes causes	3500 SR (5)
Complément de capital décès suite décès AT/MP (1)	+ 100% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+ 1000 SR
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants à charge et plus	+ 2000 SR
Capital complémentaire : "Capital Orphelin" (2)	
Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, pour chaque enfant à charge	+ 250 SR
Versement anticipé du capital-décès	
Si invalidité totale et permanente	non
Conversion du capital en rente	
	oui

> Rente Décès	
Rente au conjoint survivant pour décès suite à maladie (3)(4) (hors accident du travail et maladie professionnelle)	
	12% SB
Rente au conjoint survivant pour décès suite à AT/MP (1) (4)	
Sans enfant	60% SB - rente SS
Avec un enfant	80% SB - rente SS
Avec deux enfants ou plus	100% SB - rente SS
Rente d'éducation (par enfant à charge)	
En cas de décès non consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	10% SB (3)
Orphelin de ses deux parents	20% SB (3)
En cas de décès consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	-
Orphelin de ses deux parents	10% SB (3)

(1) Cette garantie relève de la "surbase obligatoire".

(2) Enfant à charge à la date du décès du salarié.

(3) SB ne peut être inférieur à 4 000 SR.

(4) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de reversions des régimes de retraite complémentaire.

(5) En cas de décès simultanés de l'Ouvrier et de son conjoint (c'est-à-dire lorsque les deux décès interviennent le même jour), le capital de base versé au(x) bénéficiaire(s) correspond à celui défini pour l'Ouvrier avec conjoint.

SB : Salaire de base

RA : Rémunération annuelle brute perçue au cours des 12 derniers mois

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

SS : Sécurité Sociale

SR : Salaire de référence (5,80 € au 1er juillet 2019)

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

RNPO	Base Obligatoire + Surbase Obligatoire
------	--

> Indemnités Journalières	
Arrêt suite à maladie ou accident de droit commun (hors accident du travail et maladie professionnelle)	75% SB (1)(2)(3)
Arrêt suite à AT/MP	SB / 4000 par jour (5)

> Rente d'Invalidité	
Rente d'invalidité de droit commun	
Invalidité de 1ère catégorie	-
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge	-
Invalidité de 2ème catégorie	10% SB (6)
Majoration par enfant à charge	+5% SB (7)
Invalidité de 3ème catégorie	10% SB (6)
Majoration par enfant à charge	+5% SB (7)
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP (1)	
26% ≤ T ≤ 50%	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS
T > 50%	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS

> Forfait Parentalité et Accouchement	
Forfait parentalité	8% du PMSS
Forfait accouchement	2,6% du PASS

> Prestation hospitalisation Chirurgicale	
Frais de chambre particulière pour le participant	Oui (8)

- (1) Cette garantie relève de la "surbase obligatoire".
- (2) Le montant de l'indemnité journalière ne peut être inférieur à S/2000 ou à SR.
- (3) Y compris les indemnités journalières ou rentes d'invalidité / incapacité versées par la Sécurité Sociale.
- (5) Le montant de l'indemnité journalière est égal à SB/4000 en cas de maladie ou accident couvert par la législation des AT/MP sans que le ratio puisse être inférieur à SR.
- (6) Le montant de la prestation ne peut être inférieur à 400 SR (régime de base compris).
- (7) Le montant de la prestation ne peut-être inférieur à 200 SR (régime de base compris).
- (8) Dans les limites définies à l'article 23.2 du règlement d'adhésion au titre du RNPO

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SR : Salaire de référence (5,80 € au 1er juillet 2019)

SB : Salaire de base

SS : Sécurité Sociale

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

Annexe N°3

Annexe « Barème IFC en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO Annexe « Barème IFC » en vigueur au 31 décembre 2020
--

Le "Barème IFC" s'applique dans le cadre des dispositions des articles 27.3 et 27.4 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO.

Durée d'affiliation de l'Ouvrier au RNPO	Valeur de base (V _{ouv})* par Ouvrier
1 an	31 €
2 ans	63 €
3 ans	94 €
4 ans	125 €
5 ans	157 €
6 ans	188 €
7 ans	219 €
8 ans	251 €
9 ans	282 €
10 ans	314 €
11 ans	434 €
12 ans	554 €
13 ans	675 €
14 ans	795 €
15 ans	915 €
16 ans	1 035 €
17 ans	1 156 €
18 ans	1 276 €
19 ans	1 396 €
20 ans	1 517 €
21 ans	1 725 €
22 ans	1 934 €
23 ans	2 142 €
24 ans	2 351 €
25 ans	2 560 €
26 ans	2 791 €
27 ans	3 022 €
28 ans	3 254 €
29 ans	3 485 €
30 ans	3 716 €
31 ans	3 982 €
32 ans	4 248 €
33 ans	4 514 €
34 ans	4 780 €
35 ans	5 046 €
36 ans	5 311 €
37 ans	5 577 €
38 ans	5 843 €
39 ans	6 109 €
40 ans	6 375 €
41 ans	6 641 €
42 ans	6 907 €
43 ans et plus	7 301 €

* S V_{ouv} = V_{ent}

Annexe N°4

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020

RNPE	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Au titre des garanties liées au décès	0,58%	0,58%
Au titre des autres garanties	1,27%	0,67%
Dont Indemnités journalières > 90 jours	0,50%	0,25%
Dont rentes d'invalidité	0,65%	0,36%
Dont forfaits parentalité et accouchement	0,10%	0,05%
Dont hospitalisations chirurgicales	0,02%	0,01%
Total	1,85%	1,25%

Annexe N°5

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE »

Régime National de Prévoyance des ETAM PRESTATIONS EN VIGUEUR au 1er janvier 2020
--

RNPE	Prestations Conventionnelles
------	---------------------------------

> Capital-Décès	
Participant Célibataire, veuf ou divorcé	
Capital de base : décès toutes causes	6 000 €
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (1)	
Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge	+ 100 % SB
Complément de capital décès suite décès AT/MP (2)	+200 % SB
Participant avec conjoint	
Majoration du capital de base décès toutes causes	200 % SB (3)
Complément de capital décès suite décès AT/MP	+ 200 % SB
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (1)	
Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge	+ 50 % SB
Capital complémentaire : "Capital Orphelin"	
Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, à chaque enfant à charge	+ 125 % SB
Versement anticipé du capital-décès	
Si invalidité totale et permanente	oui
Conversion du capital en rente	oui

> Rente Décès	
Rente de conjoint invalide	15 % SB (4)
Rente d'éducation (par enfant à charge)	
En cas de décès non consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	15% SB Mini. 12% PASS
Orphelin de ses deux parents	30% SB Mini. 25% PASS
En cas de décès consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	5% SB
Orphelin de ses deux parents	35% SB (5) Mini. 30% PASS

(1) Enfant à charge à la date du décès du salarié.

(2) Complément de capital réparti à part égale entre les enfants à charge

(3) Montant de la prestation y compris celui du montant du Capital décès toutes causes

(4) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de reversions des régimes de retraite complémentaire.

(5) Par enfant, y compris la rente versée par la Sécurité Sociale.

SB : Salaire de base

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

Régime National de Prévoyance des ETAM
PRESTATIONS EN VIGUEUR au 1er janvier 2020

RNPE	Prestations Conventionnelles
-------------	---

> Indemnité Journalière	
Maladie ou accident de droit commun (6)	
Prestation de base	84% SB
AT/MP (6)	
Montant de la prestation	85% SB

> Rente d'Invalidité	
Rente d'invalidité de droit commun (6)	
Invalidité de 1ère catégorie	40 % SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge	+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie	75% SB
Majoration par enfant à charge	+6% SB
Invalidité de 3ème catégorie	85% SB
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP (6)	
26% ≤ T ≤ 50%	$[(1,9 \times T) - 35\%] \times \text{SB} - \text{rente SS}$
T > 50%	$[(0,7 \times T) + 30\%] \times \text{SB} - \text{rente SS}$

> Forfait Parentalité et Accouchement	
Forfait parentalité	8 % du PMSS
Forfait accouchement	2,6 % de PASS

> Prestation Hospitalisation Chirurgicale	
Frais de chambre particulière pour le participant	Oui (7)

(6) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité/incapacité) .

(7) Dans les limites définies à l'article 23.2 du règlement d'adhésion au titre du RNPE

SB : Salaire de base

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale

SS : Sécurité Sociale

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

Annexe N°6

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPC »

Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020
--

Régime conventionnel

RNPC Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics	Taux de cotisation	
	Tranches de salaire	
	Jusqu'à 1 PSS	De 1 à 4 PSS
Capital Décès	0,61% S	0,61% S
Rente éducation	0,15% S	0,15% S
Indemnités Journalières	0,25% S	0,55% S
Invalidité	0,32% S	0,92% S
Forfaits Parentalité, Accouchement	0,05% S	0,05% S
Frais de chirurgie	0,12% S	0,12% S
Total	1,50% S	2,40% S

PSS: Plafond de la Sécurité sociale

Annexe N°7

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPC »

<p align="center">Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics</p> <p align="center">Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020</p>

RNPC	Prestations conventionnelles
-------------	---

> Capital-Décès	
Participant Célibataire, veuf ou divorcé:	
Capital de base : décès toutes causes (3)	200% SB
Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (1)	+100% SB
Capital supplémentaire en cas de décès suite AT/MP	+300% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+40% SB /enft à chg
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant à compter du 3e	+60% SB / enft à chg
Participant avec conjoint	
Capital de base décès toutes causes (3)	250% SB
Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (1)	+100% SB
Capital supplémentaire en cas de décès suite AT/MP	+300% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+40% SB
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant à compter du 3e	+60% SB
Capital complémentaire : "Capital Orphelin"	
Capital décès complémentaire orphelin de père et de mère, à chaque enfant à charge	+ 125% SB par enfant à charge
Versement anticipé du capital-décès	
Si invalidité totale et permanente	oui
Conversion du capital en rente	
	oui

> Rente Décès	
Rente d'éducation (par enfant à charge)	
En cas de décès non consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	10% SB Mini. : 10% PASS
Orphelin de ses deux parents	Doublement de la rente
En cas de décès consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	-
Orphelin de ses deux parents	-

(1) Accident quelle qu'en soit la cause ou maladie professionnelle, sauf exclusion réglementaire.

(2) Enfant à charge à la date du décès du salarié

(3) Le capital décès ne peut être inférieur à 1,3 fois le plafond mensuel de la Sécurité sociale en vigueur à la date du décès du participant

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

SB : Salaire de Base jusqu'à 4PSS

RA : Rémunération Annuelle

PSS: Plafond de la Sécurité sociale

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

RNPC		Prestations conventionnelles
> Indemnités Journalières		
Maladie ou accident de droit commun (4)		
Prestation de base		70% SB
Majoration par enfant à charge		+3 % ⅓ SB
AT/MP (4)		
Montant de la prestation		85% SB
> Rente d'Invalidité		
Rente d'invalidité de droit commun (4)		
Invalidité de 1ère catégorie		39% SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge		+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie		65% SB
Majoration par enfant à charge		+5% SB
Invalidité de 3ème catégorie		85% SB
Majoration par enfant à charge		-
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP (4)		
26% ≤ T ≤ 50%		$[(1,9 \times T) - 35\%] \times SB - \text{rente SS}$
T > 50%		$[(0,7 \times T) + 30\%] \times SB - \text{rente SS}$
> Forfait Parentalité et Accouchement		
Forfait parentalité		8 % du PMSS
Forfait accouchement		2,6 % de PASS
> Prestation Hospitalisation Chirurgicale		
Frais de chambre particulière pour le participant		Oui (5)

(4) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité / incapacité).

(5) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics.

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base jusqu' à 4PSS

SS : Sécurité Sociale

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

Annexe N°8

Annexe « des Garanties en vigueur »

du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers »

Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers
Annexe des Garanties en vigueur au 1 ^{er} Janvier 2020

RNPO		Pour mémoire Régime de Base *	Options supplémentaires des Ouvriers Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des Ouvriers						
> Capital-Décès			N 1	N 2	N 3	N 4	N 5	N 6	N 7
Participant Célibataire, veuf ou divorcé:									
Capital de base : décès toutes causes			750 SR	6 000 €	6 000 €	200% SB	200% SB	200% SB	200% SB
Complément de capital décès suite décès ATMP (1) (2)			+ 100% RA	+ 100% RA	+ 100% RA	+300% RA	+300% RA	+300% RA	+300% RA
Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (3)			-	-	-	+100% SB	+100% SB	+100% SB	+100% SB
-> En présence d'enfant(e) à charge, il est accordé : (4)									
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s)			+ 1000 SR	+35% SB /entit	+50% SB /entit	+50% SB/entit (5)	+50% SB/entit (5)	+50% SB/entit (5)	+50% SB/entit (5)
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants et plus			+ 2000 SR						
Majoration complémentaire de capital décès versé aux enfants en cas de décès d'un participant célibataire, veuf ou divorcé			-	+35% SB /entit	+50% SB /entit	+50% SB /entit	+50% SB /entit (6)	+50% SB /entit (6)	+50% SB/entit (6)
Complément de capital décès versé aux enfants en cas de décès accidentel du participant (3bis)			-	-	-	-	+50% SB /entit (6)	+50% SB /entit (6)	+50% SB /entit (6)
Participant avec conjoint									
Capital de base décès toutes causes			3500 SR	165% SB	200 % SB	250% SB	250% SB	350% SB	450% SB
Complément de capital décès suite décès ATMP (1)			+ 100% RA	+ 200% RA	+ 200% SB	+300% RA	+300% RA	+250% RA	+200% RA
Complément de Capital en cas de décès accidentel du participant (3)			-	-	-	+100% SB	+200% SB	+200% SB	+200% SB
-> En présence d'enfant(e) à charge, il est accordé: (4)									
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s)			+ 1000 SR	+35% SB /entit	+50% SB /entit	+50% SB/entit (5)	+50% SB/entit (5)	+50% SB/entit (5)	+50% SB/entit (5)
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants et plus			+ 2000 SR						
Complément de capital décès versé aux enfants en cas de décès accidentel du participant (3bis)			-	-	-	-	+50% SB /entit	+50% SB /entit	+125% SB
Capital complémentaire "Capital Orphelin" (4)									
Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, à chaque enfant à charge			+ 250 SR	+ 250 SR	+ 125% SB	+ 125% SB	+ 125% SB	+ 125% SB	+ 125% SB
Versement anticipé du capital-décès									
Si invalidité totale et permanente			non	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Conversion du capital en rente			oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
> Rente Décès			N 1	N 2	N 3	N 4			
Rente au conjoint survivant pour décès suite à maladie (7) (8) (hors accident du travail et maladie professionnelle)									
Rente au conjoint survivant pour décès suite à ATMP (1) (8)									
Sans enfant			10% SB Mini : 10% PASS	12% SB Mini : 12% PASS	15% SB Mini : 12% PASS	15% SB Mini : 15% PASS			
Avec un enfant									
Avec deux enfants ou plus									
Rente d'éducation (par enfant à charge)									
En cas de décès non consécutif à ATMP									
Orphelin du parent participant									
Orphelin de ses deux parents									
En cas de décès consécutif à ATMP									
Orphelin du parent participant									
Orphelin de ses deux parents									

> Allocation supplémentaire décès

Forfait au décès du conjoint (9)

Forfait au décès d'un enfant à charge (9)

> Allocation supplémentaire décès

12,5% du PASS

3,2% du PASS

(1) Cette garantie relève de la "survie obligatoire".

(2) Complément de capital décès suite à l'ATMP versé lorsque le participant n'a pas d'enfant à charge.

(3) Accident quelle que soit la cause ou maladie professionnelle, sauf exclusion réglementaire.

(4) Plus d'accident quelle que soit la cause, sans exclusion réglementaire.

(5) Enfant à charge à la date du décès du salarié.

(6) En cas de décès accidentel, le capital décès est porté à 401%SB par enfant à charge à compter du 5e enfant.

(7) SB se peut être inférieur à 4 000 SR.

(8) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de réversion des régimes de retraite complémentaires.

(9) Ce module peut être souscrit en complément des autres garanties. Il prévoit le versement de forfaits au participant, en cas de décès de son conjoint ou d'un enfant à charge, tels que définis à l'article 10 du règlement d'adhésion à DTS-PRÉVOYANCE au titre du RNPQ.

SB : Salaire de base

RA : Rémunération annuelle brute perçue au cours des 12 derniers mois

ATMP: Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

SS : Sécurité Sociale

PASS : Période Annuelle de la Sécurité Sociale

SR : Salaire de référence (5 80 € au 1er juillet 2019)

ent : Enfant

Mini : Minimum

Equivalents aux Prestations servies du RNPQ

Equivalents aux Prestations du RNPQ

316

Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

RNPO		Pour mémoire Régime de Base *
Options supplémentaires des Ouvriers Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des Ouvriers		

Indemnités Journalières		N 2	N 3	N 4	N 4 bis	N 5
Arrêt suite à maladie ou accident de droit commun (hors accident du travail et maladie professionnelle)		77,5% SB (12)	80% SB (12)	82,5% SB (12)	84% SB (12)	85% SB (12)
Arrêt suite à AT/MP						

Rente d'invalidité		N 1	N 2	N 3	N 4	N 5
Rente d'invalidité de droit commun						
Invalidité de 1ère catégorie			-	40% SB	48% SB	51% SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge			-	+5% SB	+5% SB	+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie			70% SB (12)(14)	75% SB (12)(14)	80% SB (12)(14)	85% SB (12)(14)
Majoration par enfant à charge			+5% SB (15)	+6% SB (15)	+5% SB (15)	-
Invalidité de 3ème catégorie			70% SB (14)	85% SB (12)(14)	85% SB (12)(14)	85% SB (12)(14)
Majoration par enfant à charge			+5% SB (15)	-	-	-
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP (10)						
26% ≤ T ≤ 50%			[(1,9 x T) - 35%] x SB - rente SS		[(1,9 x T) - 35%] x SB - rente SS	
T > 50%			[(0,7 x T) + 30%] x SB - rente SS		[(0,7 x T) + 30%] x SB - rente SS	

Naissance		Option 1	Option 2
Forfait parentalité			
Forfait accouchement			
Forfait Naissance (16)		24% du PMSS	39,2% du PMSS

Remboursement en cas d'hospitalisation Chirurgicale	
Frais de chambre particulière	47 €/jour (17)(18)
Frais de lit accompagnant enfant	25 € / jour (17)
Autres garanties du module chirurgie	

- (10) Cette garantie relève de la "sous-catégorie obligatoire".
- (11) Le montant de l'indemnité journalière ne peut être inférieur à S/2000 ou à SR.
- (12) Y compris les indemnités journalières ou rentes d'invalidité / incapacité versées par la Sécurité Sociale.
- (13) Le montant de l'indemnité journalière est égal à SB/4000 en cas de maladie ou accident couvert par la législation des AT/MP sans que le ratio puisse être inférieur à SR.
- (14) Le montant de la prestation ne peut être inférieur à 400 SR (régime de base compris).
- (15) Le montant de la prestation ne peut être inférieur à 200 SR (régime de base compris).
- (16) Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 22 du règlement d'adhésion à la BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO.
- (17) Dans les limites définies à l'article 23.2 du règlement d'adhésion à la BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO.
- (18) Prise en charge des frais des bénéficiaires tels que définis à l'article 23.1 du règlement d'adhésion à la BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO.
- (19) Prise en charge des Frais de chirurgie pour les bénéficiaires et dans les limites définies à l'article 15 du Régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers de BTP-PRÉVOYANCE.
- (20) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement du Régime de prévoyance supplémentaire des Ouvriers de BTP-PRÉVOYANCE).

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale
PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale
SB : Salaire de base
SS : Sécurité Sociale
AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle
T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

Options supplémentaires des Ouvriers
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

		Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5
> Garantie Décès Invalidité Accidentels						
Garantie 1						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	T = 100 %	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Garantie 2						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	15% < T ≤ 100 %	T x 100% SB	T x 200% SB	T x 300% SB	T x 400% SB	T x 500% SB
Garantie 3						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	66% < T 15% < T ≤ 66 %	100% SB 100% SB x T / 66 %	200% SB 200% SB x T / 66 %	300% SB 300% SB x T / 66 %	400% SB 400% SB x T / 66 %	500% SB 500% SB x T / 66 %

(1) Décès accidentel (toutes causes) ou décès pour maladie professionnelle

(2) Invalidité accidentelle (toutes causes) ou invalidité pour maladie professionnelle

SB : Salaire de base

T : Taux d'incapacité défini selon le barème d'incapacité de la Garantie Décès Invalidité Accidentels

Annexe N°9

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers »

Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers
Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020

1) Régime de prévoyance supplémentaire :

1.1 Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO)

OPTIONS SUPPLÉMENTAIRES DES OUVRIERS								
En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Taux de Cotisation							
	N 1	N 2	N 3	N 4	N 4bis	N 5	N 6	N 7
Capital Décès	+ 0,22 %	+ 0,50 %	+ 0,60 %	+ 0,80 %		+ 1,25 %	+ 1,35 %	+ 1,65 %
Rentes Décès	+ 0,12 %	+ 0,20 %	+ 0,23 %	+ 0,41 %				
Allocation supplémentaire décès	+ 0,05 %							
Indemnités Journalières		+ 0,06 %	+ 0,13 %	+ 0,20 %	+ 0,25 %	+ 0,30 %		
Invalidité	+ 0,50 %	+ 0,75 %	+ 1,10 %	+ 1,15 %		+ 1,55 %		
Forfait naissance	Option 1	Option 2						
	+ 0,16 % (1)	+ 0,32 % (1)						
Chirurgie des Non Cadres	+ 0,25 % (1)(2)							
Garantie Décès Invalidité Accidentels	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5			
	Garantie 1	+ 0,10 %	+ 0,20 %	+ 0,30 %	+ 0,40 %	+ 0,50 %		
	Garantie 2	+ 0,18 %	+ 0,36 %	+ 0,54 %	+ 0,72 %	+ 0,90 %		
	Garantie 3	+ 0,26 %	+ 0,52 %	+ 0,78 %	+ 1,04 %	+ 1,30 %		

Les taux des options ci-dessus sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du régime de base.

(1) Dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égal au plafond de la Sécurité Sociale

(2) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2020 : TSA à 13,27%

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion.

- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

PSS : Plafond de la Sécurité sociale

1.2 Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option

2) Régime conventionnel :

RNPO	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
BASE	2,29%	1,54%
Dont au titre :	1,49%	0,82%
- des garanties en cas de décès	0,55%	0,33%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,46%	0,23%
- des rentes d'invalidité	0,40%	0,22%
- des forfaits parentalité et accouchement	0,06%	0,03%
- de l'hospitalisation chirurgicale	0,02%	0,01%
Dont au titre des indemnités de fin de carrière :	0,59%	0,59%
Dont au titre du fonds d'action sociale :	0,20%	0,12%
Dont au titre des indemnités journalières < 90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01%	0,01%
SURBASE obligatoire	0,30%	0,18%
Dont au titre :		
- des garanties en cas de décès	0,07%	0,042%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,14%	0,084%
- des rentes d'invalidité	0,09%	0,054%
TOTAL	2,59%	1,72%

Annexe N°10

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM »

Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

	Prestations Conventionnelles	Options supplémentaires des ETAM Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des ETAM
--	---------------------------------	---

> Capital-Décès						
		N 4	N 5	N 6	N 7	
Participant Célibataire, veuf ou divorcé Capital de base : décès toutes causes Complément de capital décès suite décès AT/MP, du participant célibataire, veuf ou divorcé, sans enfant à charge. Complément de capital en cas décès accidentel du participant -> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (1) Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge Majoration complémentaire de capital décès versé par enfant à charge en cas de décès d'un participant célibataire, veuf ou divorcé. Complément de capital décès versé par enfant à charge en cas de décès accidentel du participant Complément de capital décès suite décès AT/MP (2)	6 000 €	200% SB	200% SB	200% SB	200% SB	
	-	+300% RA	+300% RA	+300% RA	+300% RA	
	-	+100% SB	+100% SB	+100% SB	+100% SB	
	+ 100 % SB	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% (3)	
	-	+50% SB	+50% SB	+50% SB	+50% SB	
	-	ou	ou	ou	ou	
	-	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)		
	+200 % SB	+300% RA	+300% RA	+250% RA	+200% RA	
	Participant avec conjoint Majoration du capital de base décès toutes causes Complément de capital décès causes en cas de décès AT/MP Complément du capital en cas décès accidentel -> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (1) Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge Complément de capital décès versé par enfant à charge en cas de décès accidentel du participant Capital complémentaire : "Capital Orphelin" Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, pour chaque enfant à charge Versement anticipé du capital-décès Si invalidité totale et permanente Conversion du capital en rente	200 % SB (2)bis	250% SB	250% SB	350% SB	450% SB
		+ 200 % SB	+300% RA	+300% RA	+250% RA	+200% RA
-		+100% SB	+200% SB	+200% SB	+200% SB	
+ 50 % SB		+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB/enf (3)	
-		-	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)	
+ 125 % SB		+ 125% SB	+ 125% SB	+ 125% SB	+ 125% SB	
oui		oui	oui	oui	oui	
oui		oui	oui	oui	oui	

> Rente Décès				
		N 4		
Rente de conjoint invalide	15 % SB (4)			
Rente d'éducation (par enfant à charge)				
En cas de décès non consécutif à AT/MP				
Orphelin du parent participant	15% SB Mini. 12% PASS	15% SB Mini. 15% PASS		
Orphelin de ses deux parents	30% SB Mini. 25% PASS	Doublement de la rente		
En cas de décès consécutif à AT/MP				
Orphelin du parent participant	5% SB	15% SB Mini. 15% PASS		
Orphelin de ses deux parents	35% SB (5) Mini. 30% PASS	Doublement de la rente		

> Allocation supplémentaire décès				
Forfait au décès du conjoint (6)		12,5% du PASS		
Forfait au décès d'un enfant à charge (6)		3,2% du PASS		

- (1) Enfant à charge à la date du décès du salarié.
 (2) Complément de capital réparti à part égale entre les enfants à charge
 (2) bis Montant de la prestation y compris celui du montant du Capital décès toutes causes
 (3) Lorsque la famille est composée de plus de 4 enfants à charge, la majoration ou le complément du capital décès est porté à +60%SB par enfant à charge à compter du 5e enfant.
 (4) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de reversions des régimes de retraite complémentaire.
 (5) Par enfant à charge, y compris la rente versée par la Sécurité sociale.
 (6) Ce module peut être souscrit en complément des autres garanties.
 Il prévoit le versement de forfaits au participant, en cas de décès de son conjoint ou d'un enfant à charge, tels que définis à l'article 10 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base

Mini : Minimum

RA : Rémunération annuelle brute perçue au cours des douze derniers mois

Equivalent aux prestations du RNPC

Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

	Prestations Conventionnelles	Options supplémentaires des ETAM Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des ETAM
--	---------------------------------	--

> Indemnité Journalière		
Maladie ou accident de droit commun (6)		
Prestation de base	84% SB	
AT/MP (6)		
Montant de la prestation	85% SB	

> Rente d'Invalidité				
Rente d'invalidité de droit commun (6)		N 4	N 5	
Invalidité de 1ère catégorie	40 % SB	48% SB	51% SB	
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge	+5% SB	+5% SB	+5% SB	
Invalidité de 2ème catégorie	75% SB	80% SB	85% SB	
Majoration par enfant à charge	+6% SB	+5% SB	-	
Invalidité de 3ème catégorie	85% SB	85% SB	85% SB	
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP				
26% ≤ T ≤ 50%	[(1,9 x T) - 35%] x SB - rente SS	[(1,9 x T) - 35%] x SB - rente SS		
T > 50%	[(0,7 x T) + 30%] x SB - rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x SB - rente SS		

> Naissance				
Forfait parentalité	8 % du PMSS	Option 1	Option 2	
Forfait accouchement	2,6 % de PASS			
Forfait Naissance (7)	-	24% du PMSS	39,2% du PMSS	

> Prestation Hospitalisation Chirurgicale				
Frais de chambre particulière	47 €/jour (8)(9)	Frais réels (10)		
Frais de lit accompagnant enfant	25 €/jour (8)	Frais réels (10)		
Autres garanties du module chirurgie	-	Oui (11)(10)		

- (6) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité/incapacité) .
(7) Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 22 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE
(8) Dans les limites définies à l'article 23.2 du règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE
(9) Prise en charge des frais des bénéficiaires tels que définis à l'article 23.1 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE
(10) Prise en charge des frais de chirurgie pour les bénéficiaires et dans les limites définies à l'article 15 du Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM de BTP-PRÉVOYANCE.
(11) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement du Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM de BTP-PRÉVOYANCE.

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle Equivalant aux prestations du RNPC

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité sociale

SS: Sécurité sociale

T: Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité sociale

Options supplémentaires des ETAM
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5
> Garantie Décès Invalidité Accidentels					
Garantie 1					
Capital en cas de décès (1)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2) T = 100 %	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Garantie 2					
Capital en cas de décès (1)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2) 15% < T ≤ 100 %	T x 100% SB	T x 200% SB	T x 300% SB	T x 400% SB	T x 500% SB
Garantie 3					
Capital en cas de décès (1)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2) 66% < T	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
15% < T ≤ 66 %	100% SB x T / 66 %	200% SB x T / 66 %	300% SB x T / 66 %	400% SB x T / 66 %	500% SB x T / 66 %

- (1) Décès accidentel (toutes causes) ou décès pour maladie professionnelle
(2) Invalidité accidentelle (toutes causes) ou invalidité pour maladie professionnelle

SB : Salaire de base
T : Taux d'incapacité défini selon le barème d'incapacité de la Garantie Décès Invalidité Accidentel

Annexe N°11

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM »

Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020

1) Régime collectif de prévoyance supplémentaire :

1.1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE)

OPTIONS SUPPLÉMENTAIRES DES ETAM					
En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Taux de Cotisation				
	N 4	N 5	N 6	N 7	
Capital Décès	+0,20 %	+0,35 %	+0,50 %	+0,70 %	
Rentes Décès	+0,05 %				
Allocation supplémentaire décès	+0,05 %				
Invalidité	+0,20 %	+0,30 %			
Forfait Naissance	N 1	N 2			
	+ 0,10 % (1)	+ 0,20 % (1)			
Chirurgie des Non Cadres	+ 0,25 % (1)(2)				
Garantie Décès Invalidité Accidentels	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5
Garantie 1	+ 0,05 %	+ 0,11 %	+ 0,17 %	+ 0,22 %	+ 0,28 %
Garantie 2	+ 0,09 %	+ 0,18 %	+ 0,27 %	+ 0,36 %	+ 0,45 %
Garantie 3	+ 0,12 %	+ 0,25 %	+ 0,37 %	+ 0,50 %	+ 0,62 %

Les taux des options ci-dessus sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du régime de base.

(1) Dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égal au plafond de la Sécurité Sociale

(2) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2019 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion.

- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

PSS: Plafond de la Sécurité sociale

1.2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

2) Régime conventionnel :

Régime National de Prévoyance des ETAM (RNPE)	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Au titre des garanties liées au décès	0,58%	0,58%
Au titre des autres garanties	1,27%	0,67%
Dont Indemnités journalières > 90 jours	0,50%	0,25%
Dont rentes d'invalidité	0,65%	0,36%
Dont forfaits parentalité et accouchement	0,10%	0,05%
Dont hospitalisations chirurgicales	0,02%	0,01%
Total	1,85%	1,25%

Annexe N°12

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres »

Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres						
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020						
		RNPC	Options supplémentaires des Cadres		Option Tranche C	
			Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des Cadres			
> Capital-Décès (1)						
			N 5	N 6	N 7	Option Tranche C
Participant Célibataire, veuf ou divorcé:						
Capital de base : décès toutes causes	200% SB		200% SB			200% TC
Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (2)	+100% SB		+100% SB			+100% TC
Capital supplémentaire en cas de décès suite AT/MP	+300% RA		+300% RA			+300 % TC
> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (3)						
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant, pour 1 ou 2 enfant(s)	+40% SB		+50% SB (5)			+40% TC
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant à compter du 3e	+60% SB					+60% TC
Majoration complémentaire de capital décès par enfant du participant célibataire, veuf ou divorcé	-		+50% SB			
Complément de capital par enfant en cas de décès accidentel du participant (4)	-		+50% SB (5)			
Complément de capital suite décès suite AT/MP	-		+ 300% RA	+ 250% RA	+ 200% RA	
Participant avec conjoint						
Capital de base décès toutes causes	250% SB		250% SB	350% SB	450% SB	250% TC
Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (4)	+100% SB		200% SB	200% SB	200% SB	+100% TC
Complément de capital suite décès suite AT/MP	+300% RA		+ 300% RA	+ 250% RA	+ 200% RA	+300 % TC
> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (3)						
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant, pour 1 ou 2 enfant(s)	+40% SB		+50% SB (5)			+40% TC
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant à compter du 3e	+60% SB					+60% TC
Complément de capital par enfant en cas de décès accidentel du participant (4)	-		+50% SB (5)			
Capital complémentaire "Capital Orphelin" (3)						
Capital décès complémentaire orphelin de père et de mère, à chaque enfant à charge	+ 125% SB					+ 125% TC
Versement anticipé du capital-décès						
Si invalidité totale et permanente	oui		oui			oui
Conversion du capital en rente	oui		oui			oui
> Rente Décès						
			N 2	N 3	N 4	
Rente d'éducation (par enfant à charge)						
En cas de décès non consécutif à AT/MP						
Orphelin du parent participant	10% SB Mini.: 10% PASS		12% SB Mini.: 12% PASS	15% SB Mini.: 12% PASS	15% SB Mini.: 15% PASS	
Orphelin de ses deux parents	Doublement de la rente		Doublement de la rente	30% SB Mini.: 25% PASS	Doublement de la rente	
En cas de décès consécutif à AT/MP						
Orphelin du parent participant	-		-	5% SB par enf	15% SB Mini.: 15% PASS	
Orphelin de ses deux parents	-		-	35% SB (6) Mini.: 30% PASS	Doublement de la rente	
> Allocation supplémentaire décès						
Forfait au décès du conjoint (7)			12.5% du PASS			
Forfait au décès d'un enfant à charge (7)			3.2% du PASS			
<p>(1) Pour chaque option, le montant global du capital décès (capital de base + majorations applicables) ne peut jamais être inférieur au montant du capital décès qui résulterait de l'application des garanties du régime de base.</p> <p>(2) Accident quelle qu'en soit la cause ou maladie professionnelle, sauf exclusion réglementaire.</p> <p>(3) Enfant à charge à la date du décès du salarié.</p> <p>(4) Accident quelle qu'en soit la cause, sauf exclusion réglementaire.</p> <p>(5) Lorsque la famille est composée de plus de 4 enfants à charge, la majoration du capital décès est portée à +60%/SB par enfant à charge à compter du 5e enfant.</p> <p>(6) Par enfant à charge, y compris la rente versée par la Sécurité sociale.</p> <p>(7) Ce module peut être souscrit en complément des autres garanties. Il prévoit le versement de forfaits au participant, en cas de décès de son conjoint ou d'un enfant à charge, tels que définis à l'article 9 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.</p>						
AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle			Equivalent aux Prestation servies du RNPE			
PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale						
SB : Salaire de Base jusqu'à 4PSS (Plafond de la Sécurité sociale)						
RA : Rémunération annuelle brute (jusqu'à 4PSS) perçue au cours des douze derniers mois						
TC : Salaire de base en tranche C (de 4 PSS à 8 PSS)						

Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020											
	RNPC	Options supplémentaires des Cadres Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des Cadres						Option Tranche C			
> Indemnités Journalières (4)											
Maladie ou accident de droit commun (6) Prestation de base Majoration par enfant à charge	70% SB	N 1	N 2	N 3	N 4	N 5	N 6	Option Tranche C			
	+3 % ¼ SB	75% SB (A)	77,5% SB	80% SB	82,5% SB	85% SB	90% SB				
	85% SB										
> Rente d'invalidité (4)											
Maladie ou accident de droit commun (6) Invalidité de 1ère catégorie Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge Invalidité de 2ème catégorie Majoration par enfant à charge Invalidité de 3ème catégorie	39% SB	N 1	N 2	N 3	N 4	N 5		Option Tranche C			
	+5% SB								40% SB	48% SB	51% SB
	65% SB								+5% SB	+5% SB	+5% SB
	+5% SB								70% SB	80% SB	85% SB
	85% SB								+5% SB	+5% SB	-
AT/MP (6) 26% ≤ T ≤ 50% T > 50%	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS [(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS										
> Naissance											
Forfait Parentalité	8 % du PMSS										
Forfait accouchement	2,6 % du PASS										
Forfait Naissance (4) (7)		24% du PMSS	39,2% du PMSS								
> Chirurgie											
Frais de chirurgie	Oui (8)										
(6) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité / incapacité)											
(7) Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.											
(8) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement des Régimes de prévoyance collective des Cadres.											
Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.											
TC : Salaire de base en tranche C (de 4 PSS à 8 PSS)											
PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale											
PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale											
SB : Salaire de Base jusqu'à 4PSS (Plafond de la Sécurité sociale)											
ATMP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle											
T : Taux d'incapacité permanente défini par le S.S.											
<div><div></div><div></div><div></div></div> <div>Equivalent aux Prestations RNPO Equivalent aux Prestations servies du RNPE (A) Identique à la prestation RNPO , à l'exception de la majoration enfant.</div>											

⁽⁶⁾ Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité / incapacité).

⁽⁷⁾ Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.

⁽⁸⁾ Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement des Régimes de prévoyance collective des Cadres.

Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.

TC : Salaire de base en tranche C (de 4 PSS à 8 PSS)

PASS : Période Annuel de la Sécurité Sociale

PMSS : Période Mensuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base jusqu'à 4PSS (Période de la Sécurité sociale)

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

T : Taux d'incapacité permanente défini par le S.S.

Equivalent aux Prestations RNPO

Equivalent aux Prestations servies du RNPE

(A) Identique à la prestation RNPO, à l'exception de la majoration enfant.

Options supplémentaires des Cadres
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020

> Garantie Décès Invalidité Accidentels					
	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5
Garantie 1					
Capital en cas de décès (1)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Garantie 2					
Capital en cas de décès (1)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	T x 100% SB	T x 200% SB	T x 300% SB	T x 400% SB	T x 500% SB
Garantie 3					
Capital en cas de décès (1)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
	100% SB x T / 66 %	200% SB x T / 66 %	300% SB x T / 66 %	400% SB x T / 66 %	500% SB x T / 66 %

(1) Décès accidentel (toutes causes) ou décès pour maladie professionnelle

(2) Invalidité accidentelle (toutes causes) ou invalidité pour maladie professionnelle

SB : Salaire de base

T : Taux d'incapacité défini selon le barème d'incapacité de la Garantie Décès Invalidité Accidentels

Annexe N°13

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres »

Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres									
Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020									
1) Régime de prévoyance supplémentaire :									
1.1 - Entreprises relevant du mode "direct" :									
(cf. article 4.4 du Règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics)									
Garanties	En % de la tranche de salaire	Taux de cotisation des Options supplémentaires des Cadres							Option Tranche C
		N 1	N 2	N 3	N 4	N 5	N 6	N 7	
Capital Décès	Jusqu'à 1 PSS					+ 0,07 %	+ 0,25 %	+ 0,45 %	+ 3,60 %
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS					+ 0,07 %	+ 0,25 %	+ 0,45 %	
Rentes Décès	Jusqu'à 1 PSS		+ 0,03 %	+ 0,07 %	+ 0,15 %				
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS		+ 0,03 %	+ 0,07 %	+ 0,15 %				
Allocation supplémentaire décès	Jusqu'à 1 PSS	+ 0,03 %							
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS	+ 0,03 %							
Indemnités Journalières	Jusqu'à 1 PSS	+ 0,07 %	+ 0,11 %	+ 0,15 %	+ 0,19 %	+ 0,22 %	+ 0,32 %		
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS	+ 0,07 %	+ 0,11 %	+ 0,15 %	+ 0,19 %	+ 0,22 %	+ 0,32 %		
Invalidité	Jusqu'à 1 PSS		+ 0,10 %	+ 0,20 %	+ 0,35 %	+ 0,50 %			
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS		+ 0,10 %	+ 0,20 %	+ 0,35 %	+ 0,50 %			
Forfait Naissance	Jusqu'à 1 PSS	+ 0,10 %	+ 0,20 %						
Garantie Décès Invalidité Accidentels	Tranche de salaire	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5			
Garantie 1		+ 0,05 %	+ 0,11 %	+ 0,17 %	+ 0,22 %	+ 0,28 %			
Garantie 2	Jusqu'à 4 PSS	+ 0,09 %	+ 0,18 %	+ 0,27 %	+ 0,36 %	+ 0,45 %			
Garantie 3		+ 0,12 %	+ 0,25 %	+ 0,37 %	+ 0,50 %	+ 0,62 %			
Les taux des options ci-dessus sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du régime de base. PSS: Plafond de la Sécurité sociale									
1.2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :									
Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.									
2) Régime conventionnel :									
RNPC		Taux de cotisation							
Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics		En % de la tranche de salaire							
		Jusqu'à 1 PSS	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS						
Capital Décès		0,61% S	0,61% S						
Rente éducation		0,15% S	0,15% S						
Indemnités Journalières		0,25% S	0,55% S						
Invalidité		0,32% S	0,92% S						
Forfaits Parentalité, Accouchement		0,05% S	0,05% S						
Frais de chirurgie		0,12% S	0,12% S						
Total		1,50% S	2,40% S						

Annexe N°14

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM »

Régime des Compléments Individuels des ETAM Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020
--

> Capital-Décès		
	Première Option	Seconde Option
Participant Célibataire, veuf ou divorcé		
Capital de base : décès toutes causes	110 % SB	110 % SB
Complément de capital en cas décès accidentel du participant	+ 100 % SB	+ 100 % SB
-> Pour enfant unique à charge, il est accordé: (1)		
Complément de capital décès toutes causes de l'enfant unique à charge	+ 40 % SB	+ 40 % SB
Participant avec conjoint		
Complément du capital en cas décès accidentel	+ 100 % SB	+ 100 % SB

> Indemnité Journalière		
Maladie ou accident de droit commun (2)		
Prestation de base	85% SB	85% SB

> Rente d'Invalidité		
Rente d'invalidité de droit commun (2)		
Invalidité de 1ère catégorie		48 % SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge		+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie		80% SB
Majoration par enfant à charge		+5% SB
Invalidité de 3ème catégorie		-

(1) Montant de la prestation y compris celui du montant du capital décès toutes causes

(2) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité/incapacité) .

SB : Salaire de base

Annexe N°15

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM »

Régime des Compléments Individuels des ETAM
--

<i>Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020</i>
--

Compléments de prévoyance individuelle des ETAM :

COMPLÉMENTS INDIVIDUELS DE PRÉVOYANCE DES ETAM	
Tarifs mensuels TTC	
Première Option	13 €
Seconde Option	18 €

Annexe N°16

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement du Régime de GAT »

<p align="center">Régime de Mensualisation</p> <p align="center">Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020</p> <p align="center">(Options couvrant tout ou partie des obligations de l'employeur en cas d'arrêt de travail)</p>

Les prestations applicables au titre de la stricte couverture des obligations conventionnelles sont rappelées ci-après à titre indicatif. Seules les dispositions détaillées relatives aux garanties prévues par les textes des Conventions Collectives du Bâtiment et des Travaux publics font référence.

Toutes les prestations s'entendent y compris celles versées par la Sécurité Sociale		Couverture partielle des obligations conventionnelles		Couverture des obligations conventionnelles	
		Option 1	Option 3	Option 2	Option 5
Cause de l'arrêt de travail	Collège de couverture	Ouvrier		Ouvrier	
		Etam	Etam		Etam
		Cadre	Cadre		Cadre
MALADIE	Carence	15 jours	3 jours	3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1)	0 jour
	Garantie	100 % Conventionnel (du 16e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (jusqu'au 48e jour d'arrêt) (2) 75% SB (du 49e au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)
ACCIDENT DU TRAVAIL ou MALADIE PROFESSIONNELLE	Carence	15 jours	3 jours	0 jour	0 jour
	Garantie	100 % Conventionnel (du 16e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e jour au 90e jour d'arrêt)	Arrêt ≤ 30 jours : 90% SB (du 1er au 15e jour d'arrêt) 100% SB (du 16e au 30e jour d'arrêt) Arrêt > 30 jours : 100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)
ACCIDENT DE TRAJET	Carence	15 jours	3 jours	3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1)	0 jour
	Garantie	100 % SB (du 16e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e jour au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt) (2)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)
MATERNITE	Carence	15 jours	3 jours	0 jour	0 jour
	Garantie	100 % SB (du 16e au 112e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)

(1) Pour les Travaux Publics : application de 3 jours de carence si moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise, sinon pas de carence.

(2) L'indemnisation débute au 1er jour qui suit le délai de carence applicable à l'ouvrier
SB : Salaire de base

Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2020 (Garanties au-delà des obligations de l'employeur en cas d'arrêt de travail)					
Toutes les prestations s'entendent y compris celles versées par la Sécurité Sociale		Couverture au-delà des obligations conventionnelles			
		Option 3	Option 4	Option 5	
Collège de couverture Cause de l'arrêt de travail		Ouvrier	Ouvrier	Ouvrier	
MALADIE	Carence	3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1)	0 jour	0 jour	
	Garantie	100% SB (jusqu'au 90e jour d'arrêt) (2)	100 % SB (du 1er au 45e jour d'arrêt) 75% SB (du 46e au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	
ACCIDENT DU TRAVAIL ou MALADIE PROFESSIONNELLE	Carence	0 jour	0 jour	0 jour	
	Garantie	100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	Arrêt ≤ 30 jours : 90% SB (du 1er au 15e jour d'arrêt) 100% SB (du 16e au 30e jour d'arrêt) Arrêt > 30 jours : 100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	
ACCIDENT DE TRAJET	Carence	Arrêt ≤ 30 jours : 3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1) Arrêt > 30 jours : 0 jours	0 jour	0 jour	
	Garantie	100% SB (jusqu'au 90e jour d'arrêt) (2)	100 % SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	
MATERNITE	Carence	0 jour	0 jour	0 jour	
	Garantie	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	

(1) Pour les Travaux Publics: application de 3 jours de carence si moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise, sinon pas de carence.

(2) L'indemnisation débute au 1er jour qui suit le délai de carence applicable à l'ouvrier

SB : Salaire de base

Annexe N°17

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement du Régime de GAT »

Régime de Mensualisation - Collège Ouvriers Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020
--

1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO)

En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Option 1	Option 2 Obligations conventionnelles	Option 3	Option 4	Option 5
- Bâtiment (1 à 10 salariés)					
En-deçà du conventionnel	1,30 %				
Conventionnel		2,10 %			
Au-delà du conventionnel *			0,50 %	1,30 %	1,40 %
Taux global :	1,30 %	2,10 %	2,60 %	3,40 %	3,50 %
- Bâtiment (11 salariés et plus)					
En-deçà du conventionnel	1,30 %				
Conventionnel		2,30 %			
Au-delà du conventionnel *			0,50 %	1,30 %	1,40 %
Taux global :	1,30 %	2,30 %	2,80 %	3,60 %	3,70 %
- Travaux Publics					
En-deçà du conventionnel	1,30 %				
Conventionnel		2,75 %			
Au-delà du conventionnel *			0,25 %	0,10 %	0,35 %
Taux global :	1,30 %	2,75 %	3,00 %	2,85 %	3,10 %

* Les taux des garanties allant au-delà du conventionnel sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du niveau conventionnel. Les règles sociales s'appliquant à ce supplément de cotisation sont différentes de celles s'appliquant à la part conventionnelle.

2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

Régime de Mensualisation - Collège ETAM (groupe fermé) Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020

1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE)

En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Option 1	Option 3	Option 5 Obligations conventionnelles
- Taux de Cotisation	0,95 %	1,50 %	1,85 %

2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

Régime de Mensualisation - Collège CADRES (groupe fermé)

Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2020

1 - Entreprises relevant du "mode direct" :

(cf. article 4 du règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics)

En % de la tranche de salaire		Option 1	Option 3	Option 5 Obligations conventionnelles
- Taux de Cotisation	Jusqu'à 1 PSS	0,75 %	1,30 %	1,65 %
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS	0,75 %	1,30 %	1,65 %

2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

Annexe N°18

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement du Régime d'OCALD »

Régime de l'Option Charges sur Arrêts de Travail de Longue Durée (OCALD) - Collège Ouvriers

Annexe Tarifaire en vigueur au 1^{er} Janvier 2020

1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO)

Niveau de couverture à la Garantie Indemnités Journalières	Taux de la Garantie *
Si adhésion couplée avec le contrat GAT "Tous Collèges"	0,15%
Si adhésion non couplée avec le contrat "GAT Tous Collèges"	0,30%

* En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS

Pour les adhésions au régime OCALD intervenues jusqu'au 31 décembre 2019, les taux sont les suivants :

- Couverture conventionnelle (RNPO) : 0,25%
- Couverture conventionnelle (RNPO) + Couverture additionnelle : 0,35%

2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

Annexe N°19

Annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement des couvertures individuels de capital décès »

Régime des couvertures individuelles de capital décès Annexes des garanties au 1^{er} janvier 2020

Annexe des garanties

Montant de capital versé en cas de décès en 2020 :

	Capital décès
Niveau 1	1 500 €
Niveau 2	3 000 €
Niveau 3	5 000 €

Annexe N°20

Annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement des couvertures individuels de capital décès »

Régime des couvertures individuelles de capital décès Annexes des tarifs au 1^{er} janvier 2020

Annexe tarifaire

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ en 2020 :

a) pour les adhésions antérieures au 1^{er} janvier 2020

Capital Décès	Cotisation mensuelle TTC
Niveau 1	7,50 €
Niveau 2	15,00 €
Niveau 3	25,00 €

b) pour les adhésions à compter du 1^{er} janvier 2020

Capital Décès	Adhésion en 2020 Cotisation mensuelle TTC en fonction de l'âge à l'adhésion :				
	≤ 60 ans	de 61 à 65 ans	de 66 à 70 ans	de 71 à 75 ans	de 76 à 90 ans*
Niveau 1	5,50 €	7,00 €	11,00 €	15,00 €	20,00 €
Niveau 2	11,00 €	14,00 €	22,00 €	30,00 €	40,00 €
Niveau 3	18,00 €	23,00 €	36,50 €	50,00 €	66,50 €

* Exclusivement pour les personnes ayant adhéré avant le 31 décembre de l'année des 75 ans

Réduction en cas de cumul d'une adhésion au présent régime avec une adhésion au régime des Frais Médicaux Individuels des Retraités :

Lorsque l'adhésion au présent régime se cumule avec une adhésion au régime des Frais Médicaux Individuels des Retraités de BTP-PREVOYANCE, une réduction sur la cotisation mensuelle s'applique dans les conditions prévues à l'article 6.4 du règlement.

Capital Décès	Réduction sur la cotisation mensuelle TTC en 2020
Niveau 1	-1,00 €
Niveau 2	-2,00 €
Niveau 3	-3,00 €

(1) Tarif TTC et HT du fait que cette garantie est non soumise à la taxe TSA. Le conseil d'administration se réserve le droit de proposer à la Commission Paritaire de répercuter toutes taxes éventuelles applicables en cours d'exercice suite à des modifications législatives ou réglementaires conduisant à de nouvelles obligations pour l'Institution.